

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2481

15 septembre 2014

SOMMAIRE

African Gold Partners	119065	Hansa CEE Fund of Funds SICAV-FIS ...	119046
CMP German Opportunity Investors Fund II (SCS) SICAR	119087	Hansa CEE Fund of Funds SICAV-FIS ...	119046
CS Real Estate Sicav-Sif I	119087	HealthCity Luxembourg S.A.	119049
Dadco Holding (Luxembourg) S.A.	119065	Hyosung Luxembourg S.A.	119046
Duchess Street Holdings SA	119088	IEE International Electronics & Engineer- ing S.A.	119048
Edison Group Participations S.A.	119088	Immobilière Martine Kirsch S.à.r.l.	119049
EF (Luxembourg) S.à r.l.	119088	Indigo Investments S.à r.l.	119045
Euclid International S.à r.l.	119088	Informa Sàrl	119048
European Value Partners	119057	Intaglio Investments S.à r.l.	119046
FC2I S.A.	119061	International Helicopters S.à r.l.	119047
GELF Langenbach (Lux) S.à r.l.	119042	International Reserves SCS	119047
GELF Ludwigsfelde (Lux) S.à r.l.	119042	Intruma Corporate Services S.à r.l.	119047
GELF Oldenburg (Lux) S.à r.l.	119043	Intruma Participations S.à r.l.	119047
GGM Venture Capital General Partner, S.à r.l.	119043	Invenergy Canada I S. à r.l.	119049
GLA Invest	119042	I.P. Holding S.à r.l.	119047
Glendorn S.A. - SPF	119048	Netsa SC	119051
Global Franchising Group S.A.	119042	Nuadi S.à r.l.	119044
Gottschol Alcuilux S.A.	119043	Nucap Lux Finco S.à r.l.	119045
GPI Invest	119044	NUCLEUS GESTION (Luxembourg) S.à r.l.	119050
GP Worldwide S.à r.l.	119043	NYLCAP Mezzanine III 2012 Luxco S.à r.l.	119062
Grant Thornton Tax & Accounting	119044	Parina Property Investments S.à r.l.	119042
Grant Thornton Tax & Accounting	119044	Partinvest S.A.	119043
Grevillia Immobilier S.à r.l.	119044	PORTLAND HILL FUND SICAV	119075
GSImmo Luxembourg S.A.	119045	Redline Capital Management	119058
GTS II Luxco S.à r.l.	119045	Rhapsody International S.à r.l.	119048
Hanff S.à r.l.	119045	Sapphire XI S.à r.l.	119049
Hansa CEE Fund of Funds SICAV-FIS ...	119046		

GELF Langenbach (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 28, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 136.017.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014098223/9.

(140116781) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

GELF Ludwigsfelde (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 28, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 136.016.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014098224/9.

(140116780) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

GLA Invest, Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 143.528.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un administrateur

Référence de publication: 2014098234/11.

(140117314) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Global Franchising Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2715 Luxembourg, 2, rue Walram.

R.C.S. Luxembourg B 181.681.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Référence de publication: 2014098237/10.

(140117455) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Parina Property Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 167.222.

Il résulte d'un contrat de cession de parts sociales, signé en date du 20 juin 2014 que la société de droit panaméen, Alfen Finance S.A. a cédé 1.250 parts sociales, qu'elle détenait dans la société Parina Property Investments S.à r.l., ayant son siège social au 5 rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés, sous le numéro B 167.222, à la société de droit du Panama, Freedale Investments Inc., ayant son siège social, à Calle Aquilino de la Guardia N° 8, Igra Building, Apartado 0823-02435, 0816-02033 Panama, Republic of Panama, qui détient suite à cette cession l'intégralité du capital social, représenté par 1.250 parts sociales.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Parina Property Investments S.à r.l.

Référence de publication: 2014099350/15.

(140117935) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2014.

Partinvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 39.118.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 22 avril 2014

En date du 22 avril 2014, l'Assemblée Générale Ordinaire a pris la résolution suivante:

- Renouvellement du mandat de la société Ernst & Young en tant que Réviseur d'entreprises jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire de l'année 2015.

Luxembourg, le 23 mai 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Jean-Pierre Valentini

Administrateur

Référence de publication: 2014099368/15.

(140117717) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2014.

GELF Oldenburg (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 28, boulevard d'Avranches.
R.C.S. Luxembourg B 136.021.

—
Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014098225/9.

(140117493) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

GGM Venture Capital General Partner, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 171.781.

—
Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014098228/9.

(140117032) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Gottschol Alcuilux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9779 Eselborn, 18, Op der Sang, Z.I. Eselborn-Lentzweiler.
R.C.S. Luxembourg B 92.809.

—
Les comptes consolidés au 31 décembre 2013, accompagnés du rapport du réviseur d'entreprises agréé, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 8 juillet 2014.

Référence de publication: 2014098241/11.

(140116873) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

GP Worldwide S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 179.342.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Référence de publication: 2014098242/10.

(140116660) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

GPI Invest, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 99.452.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 8 juillet 2014.

Référence de publication: 2014098244/10.

(140117356) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Grant Thornton Tax & Accounting, Société Anonyme.

Siège social: L-2538 Luxembourg, 1, rue Nicolas Simmer.
R.C.S. Luxembourg B 112.359.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2014098245/10.

(140117094) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Grant Thornton Tax & Accounting, Société Anonyme.

Siège social: L-2538 Luxembourg, 1, rue Nicolas Simmer.
R.C.S. Luxembourg B 112.359.

Rectificatif du dépôt n° L130150242 fait en date du 30/08/2013

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2014098246/11.

(140117254) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Grevillia Immobilier S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 156.791.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014098249/9.

(140117399) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Nuadi S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 117.456.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 03 Juillet 2014.

Nuadi S.à r.l.
M.P. Galliver
Manager

Référence de publication: 2014098505/14.

(140116987) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Nucap Lux Finco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 154.523.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 03 Juillet 2014.

Nucap Lux Finco S.à r.l.

M.P. Galliver

Manager

Référence de publication: 2014098506/14.

(140117018) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

GSImmo Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8352 Dahlem, 3, Op der Bunn.
R.C.S. Luxembourg B 171.848.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour GSImmo Luxembourg SA

Signature

Référence de publication: 2014098251/11.

(140117819) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

GTS II Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 31, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 176.265.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014098252/10.

(140116665) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Hanff S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5691 Ellange, 53-54, Z.A. Triangle Vert.
R.C.S. Luxembourg B 27.445.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014098266/9.

(140117045) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Indigo Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 142.394.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 juillet 2014.

Référence de publication: 2014098286/10.

(140117064) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Hansa CEE Fund of Funds SICAV-FIS, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 138.840.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014098254/11.

(140117007) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Hansa CEE Fund of Funds SICAV-FIS, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 138.840.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014098255/11.

(140117008) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Hansa CEE Fund of Funds SICAV-FIS, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 138.840.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014098256/11.

(140117009) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Hynosung Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7737 Colmar-Berg, Z.I. Piret.
R.C.S. Luxembourg B 121.171.

Extrait des résolutions prises par l'actionnaire unique de la société en date du 7 juillet 2014

L'actionnaire unique en date du 7 juillet 2014 accepte la démission de Monsieur Yang Sang LEE de ses fonctions d'administrateur de la société avec date d'effet à compter du 7 juillet 2014.

L'actionnaire unique

Référence de publication: 2014098279/11.

(140116953) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Intaglio Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 142.393.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 juillet 2014.

Référence de publication: 2014098287/10.

(140117065) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

I.P. Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 176.110.

—
Les comptes annuels, les comptes de Profits et Pertes ainsi que les Annexes de l'exercice clôturant au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Organe de Gestion

Référence de publication: 2014098282/11.

(140116562) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

International Reserves SCS, Société en Commandite simple.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 176.518.

—
Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 27 décembre 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 27 janvier 2014.

Référence de publication: 2014098290/11.

(140117391) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Intruma Corporate Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 17, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 91.830.

—
Les Comptes Annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Pour la Société

Référence de publication: 2014098294/11.

(140117503) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Intruma Participations S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 17, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 136.497.

—
Les Comptes Annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Pour la Société

Référence de publication: 2014098295/11.

(140117512) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

International Helicopters S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 152.881.

—
Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Référence de publication: 2014098289/10.

(140117305) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Informa Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7257 Helmsange, 2, Millewee.

R.C.S. Luxembourg B 60.348.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014098316/9.

(140117671) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Glendorn S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 95.517.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle tenue au siège social de la société le 30/06/2014 à 10.00 heures

L'Assemblée décide de renouveler le mandat des Administrateurs et du Commissaire aux comptes.

Sont renommés Administrateurs:

- Mme Angelina Scarcelli, Employée privée, avec adresse professionnelle au 7, Val Sainte-Croix, à L-1371 Luxembourg;

- Mme Carine Agostini, Employée privée, avec adresse professionnelle au 7, Val Sainte-Croix, à L-1371 Luxembourg;

- M. François Manti, Employé privé avec adresse professionnelle au 7, Val Sainte-Croix, à L-1371 Luxembourg.

Est renommée Commissaire aux comptes:

Luxembourg International Consulting S.A. (Interconsult) avec siège social à L-1371 Luxembourg - 7, Val Sainte-Croix.

Le mandat des Administrateurs et du Commissaire aux comptes prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en 2020.

Luxembourg, le 30/06/2014.

Pour extrait conforme

Signatures

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2014098235/21.

(140117610) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

IEE International Electronics & Engineering S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6468 Echternach, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 134.858.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014098309/9.

(140116613) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Rhapsody International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 135.047.

Il est porté à la connaissance que l'adresse professionnelle de Madame Michaela DOMKE, gérant de la Société, est à lire comme suit:

60, route de Luxembourg

L-5408 Bous

Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Michaela Domke

Gérant

Référence de publication: 2014099387/15.

(140117767) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2014.

HealthCity Luxembourg S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-5230 Sandweiler, Auf der Hohkaul.

R.C.S. Luxembourg B 72.875.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions adoptées le 19 juin 2014 par l'actionnaire de la Société que Mr. René Michel Moos, né le 15 mai 1963 à Haarlemmermeer, Pays-Bas, ayant son adresse à Van Eeghenstraat 212, NL - 1071 GM Amsterdam, Pays-Bas, a été nommé administrateur de catégorie A de la Société avec effet au 19 juin 2014 jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'année 2020, que Mr. Eric Wilborts a démissionné de son poste d'administrateur de catégorie B avec effet au 19 juin 2014 et que la société Moos Holding B.V. a démissionné de son poste d'administrateur de catégorie A avec effet au 19 juin 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 juillet 2014.

Pour la Société

Référence de publication: 2014098258/18.

(140116808) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Immobilière Martine Kirsch S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1317 Luxembourg, 3, rue Sainte Catherine.

R.C.S. Luxembourg B 98.254.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014098311/10.

(140117747) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Invenergy Canada I S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: CAD 17.700,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 110.684.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Invenergy Canada I S.à r.l.**Mandataire*

Référence de publication: 2014098296/11.

(140117464) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Sapphire XI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 170.128.

—
Nous vous prions de bien vouloir prendre note du changement d'adresse de l'associé unique, et ce avec effet rétroactif au 9 décembre 2013:

Prins Bernhardplein 200, NL-1097JB Amsterdam, Pays-Bas

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014099409/15.

(140118348) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2014.

NUCLEUS GESTION (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 168.928.

L'an deux mil quatorze, le six juin.

Pardevant Maître Martine DECKER, notaire de résidence à Hesperange;

A comparu:

- La société anonyme de droit du Liechtenstein NUCLEUS LIFE AG, établie et ayant son siège social à FL-9490 Vaduz, Bangarten 10, immatriculée au Öffentlichkeitsregister de Vaduz sous le numéro FL-0002.121.392-3, représentée par deux de ses administrateurs:

- Monsieur Vincent J. Derudder, demeurant à L-1126 Luxembourg, 20 rue d'Amsterdam, et

- Monsieur David Swanepoel, administrateur de compagnie d'assurance, demeurant à Egertastrasse 12, FL-9490 Vaduz, Principauté du Liechtenstein,

ici représentée par Monsieur Vincent J. Derudder, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé délivrée le 5 juin 2014,

Ladite procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et par le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes pour être enregistrée ensemble avec elles.

Laquelle comparante, agissant comme prédit, a exposé au notaire instrumentant:

- que la société "NUCLEUS GESTION (Luxembourg) S.à r.l.", établie et ayant son siège social à L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert (la «Société»), a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 3 mai 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Numéro 1583 du 25 juin 2012,

- qu'elle est inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 168.928;

- qu'elle a un capital de douze mille cinq cents euros (12.500,-EUR) représenté par six cent vingt-cinq (625) parts sociales d'une valeur nominale de vingt euros (20,- EUR) chacune,

- que la comparante est la seule et unique associée représentant l'intégralité du capital de la société à responsabilité limitée "NUCLEUS GESTION (Luxembourg) S.à r.l.", en vertu d'une cession de parts sous seing privé du 4 juin 2014, non encore enregistrée, en vertu de laquelle la société NUCLEUS MANAGEMENT S.A. avec siège social à L-2453 Luxembourg, a lui cédé l'intégralité de ses six cent vingt-cinq (625) parts sociales de la Société,

de laquelle cession de parts, copie conforme, après avoir été paraphée "ne varietur", par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

Préalablement à l'assemblée générale extraordinaire ci-après, Monsieur Vincent J. Derudder, administrateur de sociétés, demeurant à L-1126 Luxembourg, 20, rue d'Amsterdam, agissant en sa qualité de gérant unique de la Société, déclare accepter la susdite cession au nom de la société "NUCLEUS GESTION (Luxembourg) S.à r.l.", conformément à l'article 1690 nouveau du Code civil.

Le gérant a encore déclaré n'avoir entre ses mains aucune opposition ou empêchement qui puisse arrêter l'effet de la susdite cession.

Ensuite la comparante, seule associée de la société à responsabilité limitée " NUCLEUS GESTION (Luxembourg) S.à r.l." se réunissant en lieu et place de l'assemblée générale des associés, a requis le notaire instrumentant d'acter ses décisions prises suivantes:

Première résolution

L'associé unique décide de changer l'objet social de la Société et de modifier en conséquence l'article 2 des statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

" **Art. 2.** La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale et prêter tous concours, que ce soit par des prêts, garanties ou de toute autre manière à des sociétés filiales ou affiliées. La société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations.

D'une manière générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations financières,, commerciales, mobilières et immobilières, ayant un rapport direct ou indirect avec son objet social ou susceptibles d'en favoriser l'extension ou le développement."

Deuxième résolution

L'associée unique décide d'augmenter le capital social douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) à cent mille euros (100.000.-EUR), par apport en espèces d'un montant total de quatre-vingt-sept cinq cents euros (87.500.-EUR), par

l'émission de quatre mille trois cent soixante-quinze (4.375) par sociales nouvelles d'une valeur nominale de vingt euros (20,-EUR) chacune.

Souscription et libération

Sur ce l'associée unique, la société anonyme de droit du Liechtenstein NUCLEUS LIFE AG, préqualifiée, déclare par son mandataire, souscrire les quatre mille trois cent soixante-quinze (4.375) par sociales nouvelles et les libérer intégralement moyennant apport en espèces, de sorte que la somme de quatre-vingt-sept cinq cents euros (87.500,-EUR) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société ainsi qu'il en a été justifié moyennant certificat bancaire au notaire instrumentant qui le constate.

Troisième résolution

Ensuite de l'augmentation du capital social ci-avant, l'associée unique décide d'adapter l'article 6 des statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

" **Art. 6.** Le capital social est fixé à cent mille euros (100.000,-EUR) représenté par cinq mille (5.000) parts sociales de vingt euros (20,-EUR) chacune, entièrement libéré."

De tout ce qui précède le notaire a dressé le présent procès-verbal.

Frais.

Les frais, dépenses et rémunérations quelconques, incombant à la société et mis à charge à raison des présentes, s'élèvent approximativement à la somme de EUR 1.200,-.

Fait et passé à Hesperange en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Derudder, M. Decker.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 20 juin 2014. Relation: LAC/2014/28658. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène Thill.

POUR EXPÉDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Hesperange, le 14 juillet 2014.

Référence de publication: 2014101429/84.

(140121294) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Netsa SC, Société Civile.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg E 5.393.

—
STATUTES

In the year two thousand fourteen, on the thirtieth day of June.

Before Us, Maître Paul BETTINGEN, civil law notary residing in Niederanven, Grand-Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

1. THORE S.A. SPF, a Luxembourg public limited liability company (société anonyme) established in the form of a family estate management company (société de gestion de patrimoine familial), with its registered office at 291 Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 142.213

here represented by Mrs. Alexandra MOURTON, private employee, with professional address at 11, avenue Emile Reuter, L - 2420 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

2. Jacques Louis Patrick Getreide, born on 26 May 1954 in Paris France, professionally residing at 74, Avenue Molière, B - 1190 Brussels (Belgium).

here represented by Mrs. Alexandra MOURTON, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal.

Which proxies shall be signed "ne varietur" by the person representing the above named parties and the undersigned notary and shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing parties, represented as stated hereabove, have required the officiating notary to enact the articles of association of a civil law company (société civile), which is hereby incorporated, as follows.

Art. 1. Incorporation. There exists a civil law company (société civile) ruled by the provisions of articles 1832 and following articles of the Civil Code, by the Law of 10th August 1915 on commercial companies, as amended, and by the present articles of association.

Art. 2. Name. There exists a civil law company (société civile) by the name of "NETSA SC" (the Company).

Art. 3. Corporate object. The purpose of the Company is the acquisition and holding of works of art, in any form whatsoever, in Luxembourg and abroad, and the administration and development of its portfolio of works of art, and any and all operations pertaining directly or indirectly to the acquisition and holding of works of art or pertaining to the extension, development and exploitation of its portfolio of works of art.

The Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may borrow in any form.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 5. Registered office. The registered office is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of the shareholders.

Art. 6. Share capital - Contributions. The Company's subscribed share capital is fixed at EUR 4,990,000 (four million nine hundred and ninety thousand Euros), represented by 4,990,000 (four million nine hundred and ninety thousand) shares having a nominal value of EUR 1 (one Euro) each.

Mr. Jacques Louis Patrick Getreide, prenamed and represented as stated hereabove hereby declares to contribute an amount of EUR 5,000 (five thousand Euros) in cash to the Company, and by virtue of such contribution, 5,000 (five thousand) shares are allocated to Mr. Jacques Louis Patrick Getreide, prenamed.

The 5,000 shares have been fully paid-up by payment in cash, so that the amount of EUR 5,000 (five thousand Euros) is now available to the Company, evidence thereof having been given to the notary so that as of now said amount is at the free disposal of the Company.

THORE S.A. SPF, prenamed and represented as stated hereabove hereby declares to contribute:

a painting titled "Femme à la voix de Rossignol" by Joan MIRO, dated 1971 (the Painting), with such First Painting having an aggregate value of EUR 4,985,000 (four million nine hundred and eighty-five thousand Euros), for the purpose of the contribution; and

by virtue of such contributions, 4,985,000 (four million nine hundred and eighty-five thousand) shares are allocated to THORE S.A. SPF, prenamed.

THORE S.A. SPF prenamed and represented as stated hereabove hereby confirms that immediately prior to the contribution of the Painting to the Company:

1. it was the owner of the Painting which are hereby contributed to the Company;
2. it was entitled to the Painting and possessed the power to dispose of the Painting;
3. the Paintings were not encumbered with any pledge or usufruct, there existed no rights to acquire any pledge or usufruct on the Painting and the Painting were not subject to any attachment;
4. there existed no pre-emption rights nor any other rights by virtue of which any person may be entitled to demand that the Painting be transferred to him;
5. the Painting were located in Geneva Switzerland and according to the applicable law, the Painting was freely transferable to the Company;
6. all formalities required under applicable law subsequent to the contribution in kind of the Painting will be effected upon the execution of these articles of association; and
7. the Painting was worth at least EUR 4,985,000 (four million nine hundred and eighty-five thousand Euros),.

Art. 7. Amendments to the share capital. The share capital may be changed at any time by a decision of the shareholder meeting, in accordance with article 15 of these articles of association.

Art. 8. Profit and loss sharing. Each share entitles the owner thereof to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

The shareholders are responsible for the losses of the company, in direct proportion to the number of shares they own.

Art. 9. Indivisible shares. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, and only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 10. Transfer of shares. The Company's shares are freely transferable among the shareholders.

The transfer of shares to third parties must be authorised by a decision of the shareholder meeting, in accordance with article 15 of these articles of association.

Article 1690 of the Civil Code shall apply for the transfer of shares by virtue of a notarial deed or under private seal.

The holding of shares implies the acknowledgement to these articles of association and to the decisions of the shareholder meeting.

Art. 11. Redemption of shares. The Company shall have power to acquire shares in its own capital provided that the Company has sufficient distributable reserves and funds to that effect.

The acquisition and disposal by the Company of shares held by it in its own share capital shall take place by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the shareholder meeting. The quorum and majority requirements applicable for amendments to the articles of association shall apply in accordance with article 15 of these articles of association.

Art. 12. Death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the shareholders. The company shall be dissolved automatically if there is only one shareholder left.

The death of one or more shareholders will not terminate the Company to an end. It shall continue to exist between the survivor(s) and the heir(s) or the assignee(s) of the deceased shareholder(s).

The incapacity, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of one or more shareholders will not terminate the Company. It shall continue to exist between the other shareholders, except for the shareholders who are incapacitated, whose civil rights have been suspended, or who are currently insolvent or bankrupt.

Art. 13. Management. The company is managed by one or several managers, who are appointed by the shareholders and who may be revoked by them. If several managers have been appointed, each of the managers shall be assigned either an A or a B signatory power (respectively the A Managers and the B Managers, and collectively the A and B Managers) by a decision of the shareholder meeting, in accordance with article 15 of these articles of association.

The manager(s) will have all powers to act in the name and on behalf of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 13 have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the power of the manager(s).

The Company shall be bound by the sole signature of its sole manager, and, in case of plurality of managers, by the sole signature of an A manager or by the joint signatures of any two B Managers.

The manager, or in case of plurality of managers, any A Manager or any two B Managers acting jointly may sub-delegate their powers for specific tasks to one or several ad hoc agents. The manager, or in case of plurality of managers, the delegating manager(s) will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In the event of death, resignation or in the absence of any manager, a successor shall be appointed by virtue of a decision of the shareholder meeting, in accordance with article 15 of these articles of association.

The general meeting of the shareholders may revoke and replace the manager(s) ad nutum at any time.

The shareholders who have not been appointed as managers of the Company are not authorised to take steps regarding the management of the Company, nor to dispose of the Company's property.

Art. 14. General meetings of the shareholders. At least one annual meeting of the shareholders shall be held at the registered office of the Company, or at such other place in the municipality of its registered office as may be specified in the notice of meeting, within six months following the end of the financial year, for the purpose of approving the Company's accounts. Other general meetings of the shareholders may be held at any time of the year, upon convening by any manager or shareholder.

The convening notices indicate the agenda, the place, date and time of the meeting. The convening notices are sent by registered mail with acknowledgement of receipt, or by fax with acknowledgement of receipt, at least eight days before the date of the meeting.

A convening notice is not required if all the shareholders are present or represented and agree to hold a meeting without having been duly convened. Such meeting shall be considered as having been validly held.

Art. 15. Shareholders' rights, voting rights, quorum and majority. Each shareholder has a right of supervision, information and control over the Company's business.

Each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the articles of association of the Company or resolutions concerning the transfer of shares to third parties who are not shareholders may only be adopted by unanimous decision of the share capital.

Art. 16. Financial year. The Company's financial year starts on the 1st of January and ends on the 31st of December of each year.

Art. 17. Financial statements. Each year, with reference to 31st December, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 18. Appropriation of profits, reserves. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit of the Company. The general meeting of the shareholders shall determine how the annual net profits will be disposed of. Any distribution of net profits to shareholders shall be made pro rata the number of shares held by each shareholder. The manager, or in case of plurality of managers, the managers may decide to pay interim dividends.

Art. 19. Dissolution. At the time of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Transitory Provisions

The first financial year shall begin today and it shall end on 31 December 2014.

Extraordinary General Meeting

Immediately after the incorporation of the Company, the shareholders representing the entire subscribed capital of the Company have herewith adopted the following resolutions:

1. the number of managers is set at 3 (three). The meeting appoints as managers of the Company for an unlimited period of time:

(a) Jacques Louis Patrick Getreide, born on 26 May 1954 in Paris (France), professionally residing at 74, Avenue Molière, B - 1190 Brussels (Belgium), as an A manager of the Company;

(b) Roland Getreide, born on 7 January 1987 in Neuilly, (France), professionally residing at 74, Avenue Molière, B - 1190 Brussels (Belgium) as a B manager of the Company; and

(c) Lionel Coupé, born on 21 August 1973 in Valenciennes (France) professionally residing at 291 Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, as a B manager of the Company.

2. The Company's registered office is set at 291 Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately three thousand Euros (EUR 3,000).

Statements

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French texts, the French version will be prevailing.

Power

The appearing person, acting in the above stated capacity does hereby grant power to any clerk and / or employee of the firm of the undersigned notary, acting individually, in order to document and sign any deed of amendment (typing error(s)) to the present deed.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing acting in the above stated capacity, the said person signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le trentième jour du mois de juin.

Par-devant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven, Grand-Duché du Luxembourg,

ONT COMPARU:

1. THORE S.A. SPF, une société de gestion de patrimoine familial sous la forme d'une société anonyme de droit du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 291 Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, enregistrée auprès du registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section et le numéro B 142.213,

ci-après représentée par Madame Alexandra MOURTON, demeurant professionnellement au 11 avenue Emile Reuter, L - 2420 Luxembourg en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

2. Monsieur Jacques Louis Patrick Getreide, né le 26 mai 1954 à Paris (France), de résidence professionnelle au 74, Avenue Molière, B - 1190 Brussels (Belgique),

ci-après représenté par Madame Alexandra MOURTON, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Lesquelles procurations, après avoir été signées "ne varietur" par la personne représentant les parties comparantes susnommées es qualités qu'elle agit et le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte pour être enregistrées avec celui-ci.

Lesquelles parties comparantes, représentées comme dit ci-avant, ont arrêté comme suit les statuts d'une société civile, qu'ils vont constituer entre eux:

Art. 1^{er}. Forme. Il existe par les présentes une société civile régie par les articles 1832 et suivants du Code Civil, par la loi du 10 août 1015 sur les sociétés commerciales telle que modifiée et par les présents statuts.

Art. 2. Dénomination. Il existe par les présentes une société civile sous la dénomination de «NETSA SC», (la «Société»).

Art. 3. Objet social. La Société a pour objet l'acquisition et la détention d'oeuvres d'art, de toute forme, au Luxembourg et à l'étranger, l'administration et le développement de son portefeuille d'oeuvres d'art, ainsi que toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à l'acquisition et la détention d'oeuvre d'art ou se rattachant directement ou indirectement à l'administration et le développement de son portefeuille d'oeuvres d'art.

La Société peut également garantir, accorder des prêts ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée

Art. 5. Siège social. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg, par décision des associés réunis en assemblée générale.

Art. 6. Capital - apport. Le capital social est fixé à EUR 4.990.000 (quatre millions neuf cent quatre-vingt-dix mille euros) représenté par 4.990.000 (quatre millions neuf cent quatre-vingt-dix mille) parts d'une valeur nominale de EUR 1, (un euro) chacune.

Monsieur Jacques Louis Patrick Getreide, précité et représenté comme dit ci-avant déclare apporter un montant de EUR 5.000 (cinq mille euros) en espèces en vue de la libération de 5.000 (cinq mille) parts souscrites par Monsieur Jacques Louis Patrick Getreide, précité.

Les 5.000 parts ont été entièrement libérées en numéraire, de sorte que le montant de EUR 5.000 (cinq mille euros) est à présent à la disposition de la Société, preuve ayant été donnée au notaire instrumentant, de sorte que ladite somme est dès à présent à la libre disposition de la Société.

THORE S.A. SPF, précitée et représentée comme dit ci-avant déclare apporter une peinture intitulée «Femme à la voix de Rossignol» de Joan MIRO, de l'année 1971 (la «Peinture»), et évaluer la Peinture à EUR 4.985.000 (quatre millions neuf cent quatre-vingt-cinq mille euros) en vue de la libération de 4.985.000 (quatre millions neuf cent quatre-vingt-cinq mille) parts souscrites par THORE S.A. SPF.

THORE S.A. SPF, précitée et représentée comme dit ci-avant confirme que immédiatement avant l'apport de la Peinture à la Société:

1. elle est le seul plein propriétaire de la Peinture apportée à la Société;
2. elle a le droit à la Peinture et elle possède les pouvoirs d'en disposer;
3. la Peinture est libre de tout gage, usufruit engagement, garantie ou autre charge;
4. il n'existe aucun droit de préemption ou d'autres droits en vertu desquels une personne pourrait avoir le droit d'acquérir la Peinture;
5. la Peinture est localisée en Suisse à Genève, et en accord avec la loi applicable, la Peinture est librement transmissible à la Société.
6. toutes autres formalités seront réalisées suivant le droit applicable aux fins de rendre l'apport effectif partout et vis-à-vis de toutes tierces parties.
7. la Peinture vaut au moins EUR 4.985.000 (quatre millions neuf cent quatre-vingt-cinq mille euros).

Art. 7. Modification du capital social. Le capital social peut être modifié en tout temps par des décisions de l'assemblée générale des associés conformément à l'article 15 des statuts de la Société.

Art. 8. Répartition des bénéfices et perte. Chaque part donne droit à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes dans la propriété de l'actif social et dans la répartition des bénéfices.

Dans leurs rapports respectifs avec leurs co-associés, les associés seront tenus des dettes et engagements de la société, chacun dans la proportion du nombre de parts lui appartenant.

Art. 9. Indivisibilité des parts. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis sont tenus, pour l'exercice de leurs droits, de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou par un mandataire commun pris parmi les autres associés.

Art. 10. Transfert des parts. Les parts sont librement cessibles entre associés.

Elles ne pourront être cédées à des tiers non associés qu'avec l'agrément des de l'assemblée générale décidant conformément à l'article 15 des statuts.

La cession des parts s'opérera par acte authentique ou par acte sous seing privé en observant l'article 1690 du Code Civil.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions prises par l'assemblée générale des associés.

Art. 11. Rachat des parts. La Société pourra acheter ses propres parts étant entendu que la Société a des réserves distribuables et des fonds suffisants.

L'acquisition et la disposition des parts de la Société détenues par elle sont décidées par résolutions de l'assemblée des associés prise conformément à l'article 15 des statuts.

Art. 12. Mort, suspension des droits civils, déconfiture et faillite des associés. La société sera dissoute dès lors qu'il reste un seul associé.

La société ne sera pas dissoute par le décès d'un ou de plusieurs associés, mais continuera entre le ou les survivants et les héritiers de l'associé ou des associés décédés.

L'interdiction, la faillite, la liquidation judiciaire ou la déconfiture d'un ou de plusieurs des associés ne mettra pas fin à la société qui continuera entre les autres associés, à l'exclusion du ou des associés en état d'interdiction, de faillite, de liquidation judiciaire ou de déconfiture.

Art. 13. Administration. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés par l'assemblée des associés et pouvant être révoqués par elle.

Dans le cas d'une pluralité de gérants, l'associé unique ou le cas échéant, l'assemblée générale des associés peut décider que chaque gérant pourra se voir attribué un pouvoir de signature A ou B (respectivement les gérants A et les gérants B et ensemble les gérants A et B).

Le ou les gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances et faire ou autoriser tous les actes et opérations rentant dans son objet étant entendu que les termes de l'article 13 sont respectés.

Les pouvoirs non expressément réservé par la loi ou les statuts à l'assemblée générale des associés est de la compétence du ou des gérants.

La Société sera engagée par la signature individuelle du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants par la signature d'un gérant A ou la signature conjointe de deux gérants B.

Le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, chaque Gérant A ou deux gérants B agissant conjointement peuvent confier à telles personnes que bon leur semble des pouvoirs pour un ou plusieurs objets déterminés.

En cas de décès, démission ou en l'absence d'un gérant, un nouveau gérant sera désigné par décision de l'assemblée des associés conformément à l'article 15 des statuts.

L'assemblée générale des associés peut révoquer et remplacer les gérants ad nutum et en tout temps.

Les associés qui ne sont pas nommés gérants de la Société ne sont pas autorisés à prendre part à la gestion de la société et ne peuvent disposer des biens de la Société.

Art. 14. Assemblée générale des associés. Les associés se réunissent au moins une fois par an, dans les six mois de la clôture des comptes, à la date et à l'endroit qui seront indiqués dans l'avis de convocation, en vue de l'approbation des comptes de la Société.

Toutes autres assemblées générales des associés peuvent être tenues à tout autre moment sur convocation d'un gérant ou actionnaire.

Les convocations mentionnent l'ordre du jour, le lieu, la date et l'heure de l'assemblée. Elles sont adressées par envoi recommandé avec accusé de réception, ou par fax avec accusé de réception, au moins 8 jours avant la date de l'assemblée.

Les associés peuvent se réunir sans convocation si tous les associés sont présents ou représentés et acceptent de se réunir sans avoir été dûment convoqués. Une telle assemblée sera considérée comme régulièrement constituée.

Art. 15. Droits des associés, droits de vote, quorum et majorité. Chacun des associés a un droit de surveillance, d'information et de contrôle sur toutes les affaires de la société.

Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions modifiant les statuts et concernant le transfert des parts à des tiers sont prises à l'unanimité du capital social.

Art. 16. Exercice social. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 17. Comptes. Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérant(s) dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société.

Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

Art. 18. Affectation du résultat, réserves. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

L'assemblée générale des associés décidera de l'affectation du bénéfice net.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion de leur participation dans le capital de la Société.

Le gérant ou en cas de pluralité de gérant, les gérants peuvent décider de verser des dividendes intérimaires.

Art. 19. Dissolution. En cas de dissolution de la société, sa liquidation se fera par les soins des d'un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés et dont les pouvoirs et rémunération seront déterminés par les associés.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le 31 décembre 2014.

Assemblée générale extraordinaire

Les prédits associés, ici présents, se réunissent en assemblée générale et prennent les résolutions suivantes:

1) Le nombre des gérants est fixé à trois (3).

Sont nommés gérants pour une durée indéterminée les personnes suivantes:

(a) Jacques Louis Patrick Getreide, né le 26 mai 1954 à Paris (France), résidant professionnellement au 74, Avenue Molière, B - 1190 Bruxelles (Belgique) comme gérant A de la Société;

(b) Roland Getreide, né le 7 janvier 1987 à Neuilly, (France), résidant professionnellement au 74, Avenue Molière, B - 1190 Bruxelles (Belgique) comme gérant B de la Société;

(c) Lionel Coupé, né le 21 août 1973 à Valenciennes (France) résidant professionnellement 291 Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, comme gérant B de la Société.

2) Le siège social de la société est établi au 291 Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui sont mis à la charge de la Société à raison des présentes sont évalués à environ EUR 3.0000 (trois mille Euros).

Déclarations

Le notaire instrumentant qui comprend et parle anglais, déclare par la présente qu'à la demande de la partie comparante représentée comme dit ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française. A la requête de ladite partie comparante et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version française prévaut.

Pouvoir

La personne comparante es qualité qu'elle agit donne par la présente pouvoir à tout clerc et/ou employé de l'étude du notaire soussigné, agissant individuellement, pour rédiger et signer tout acte de modification (faute(s) de frappe(s)) au présent acte.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des parties comparantes, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Alexandra Mourton, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 2 juillet 2014. LAC / 2014 / 30492. Reçu 75.-€.

Le Receveur ff. (signé): Carole Frising.

- Pour copie conforme - délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 9 juillet 2014.

Référence de publication: 2014101415/336.

(140121219) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

European Value Partners, Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 131.944.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014099108/9.

(140117851) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2014.

Redline Capital Management, Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 26, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 136.789.

In the year two thousand and fourteen, on the fourth day of June.

Before Maître Paul DECKER, notary public, residing at Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg,

There appeared:

"Instacom International S.A. SPF", a public limited liability company having its registered office at 6, place de Nancy L-2212 Luxembourg, being registered in the Trade Register of Commerce of Luxembourg under the number B 21.072, here represented by Ms. Virginie PIERRU, notary clerk, residing professionally in Luxembourg, by virtue of proxy given on private seal May 26th, 2014.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated here above, is the sole and actual sole shareholder (the "Sole Shareholder") of the public limited liability company ("société anonyme"), having its registered office at 26, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, incorporated by Maître Joelle BADEN, notary residing in Luxembourg, on February 12th, 2008, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 792 on April 2nd 2008,

registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 136.789.

The Sole Shareholder, represented as aforesaid and representing the entire share capital, has requested the undersigned notary to act the resolutions contained into the following agenda:

Agenda:

1. Increase of the share capital by an amount of ten million euro (EUR 10,000,000.-) so as to raise it from its current amount of one million one hundred twenty five thousand euro (EUR 1,125,000.-) represented by nine thousand (9,000) shares with a nominal value of one hundred twenty five euro (EUR 125.-) each, to eleven million one hundred twenty five thousand euro (EUR 11,125,000.-) by the issue of eighty thousand (80,000) new shares with a nominal value of one hundred twenty five euro (EUR 125.-) (the "New Shares"), and having the same rights and obligations as existing shares set out in the Articles.

2. Subscription and payment.

3. Subsequent amendment of first paragraph of the article 5.1. of the articles of association.

4. Decision to amend article 4 of the articles of association of the Company which should henceforth read as follows:

" **4.1.** The corporate objects of the Management Company are the creation, the administration and the management of any fund (the Funds) and their sub-funds (the Sub-funds) in the widest meaning of article 125(1) of the act of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as amended (the 2010 Act).

4.2. The Management Company shall manage any activities connected with the management and the administration of the Funds. It may on behalf of the Funds, enter into any contracts, purchase, sell, exchange and deliver any securities, process to any registrations and transfers into its own name or in third parties' names in the register of shares or debentures of any Luxembourg or foreign companies, and exercise on behalf of the Funds and the holders of the Fund shares/units, all rights and privileges, especially all voting rights attached to the securities constituting each Sub-Fund's assets. The foregoing powers shall not be considered as exhaustive, but only as declaratory.

4.3. The purpose of the Management Company is set forth by article 125(1) of the 2010 Act. The Management Company may hold a participation in any Fund or Sub-Fund."

5. Decision to amend the first paragraph of Art. 9 of the articles of association of the Company.

6. Decision to change the name of the title of the Art. 13 of articles of association of the Company.

7. Miscellaneous.

First resolution:

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of ten million euro (EUR 10,000,000.-) so as to raise it from its current amount of one million one hundred twenty five thousand euro (EUR 1,125,000.-) represented by nine thousand (9,000) shares with a nominal value of one hundred twenty five euro (EUR 125.-) each, to eleven million one hundred twenty five thousand euro (EUR 11,125,000.-) by the issue of eighty thousand (80,000) new shares with a nominal value of one hundred twenty five euro (EUR 125.-) (the "New Shares"), and having the same rights and obligations as existing shares set out in the Articles.

*Second resolution:
Intervention - Subscription and payment*

Thereupon intervened the subscriber Ms. Virginie PIERRU, prenamed, by virtue of the aforesaid proxy, which declares to subscribe to the name and on behalf to the Sole Shareholder the eighty thousand (80.000) new shares with a nominal value of one hundred twenty five euro (EUR 125.-) and fully paid-up by contribution in cash, as raise to one hundred per cent (100%), so the amount of ten million euro (EUR 10,000,000.-) is at the free disposal of the Company as proof was given to the undersigned notary who states it.

Third resolution:

As a consequence of the above-mentioned resolution, the Sole Shareholder decides to amend the article 5.1. of the Articles of the Company as follows:

" **5.1.** The share capital of the Company is eleven million one hundred twenty five thousand euro (EUR 11,125,000.-) divided into eighty nine thousand (89.000) shares with a nominal value of one hundred twenty five euro (EUR 125.-) each."

Fourth resolution:

The Sole Shareholder decides to amend article 4 of the articles of association of the company which should henceforth read as follows:

" **4.1.** The corporate objects of the Management Company are the creation, the administration and the management of any fund (the Funds) and their sub-funds (the Sub-funds) in the widest meaning of article 125(1) of the act of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as amended (the 2010 Act).

4.2. The Management Company shall manage any activities connected with the management and the administration of the Funds. It may on behalf of the Funds, enter into any contracts, purchase, sell, exchange and deliver any securities, process to any registrations and transfers into its own name or in third parties' names in the register of shares or debentures of any Luxembourg or foreign companies, and exercise on behalf of the Funds and the holders of the Fund shares/units, all rights and privileges, especially all voting rights attached to the securities constituting each Sub-Fund's assets. The foregoing powers shall not be considered as exhaustive, but only as declaratory.

4.3. The purpose of the Management Company is set forth by article 125(1) of the 2010 Act. The Management Company may hold a participation in any Fund or Sub-Fund."

Fifth resolution:

The general meeting decides to amend the first paragraph of Article 9 of the articles of association of the Company, as follows:

" **9.1.** In the case of a Sole Shareholder, the Sole Shareholder assumes all powers conferred to the General Meeting. In these Articles, decisions taken, or powers exercised, by the General Meeting shall be a reference to decisions taken, or powers exercised, by the Sole Shareholder as long as the Management Company has only one shareholder. The decisions taken by the Sole Shareholder are documented by way of written resolutions."

Sixth resolution:

The general meeting decides to change the name of the title of the Article 13 of the articles of association, as follows:

" **Art. 13.** Minutes of meetings of the Board."

Costs

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to four thousand seven hundred seventy-six euro (EUR 4,776.-).

WHEREOF, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party known to the notary by her name, first name, civil status and residence, the proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le quatre juin.

Par devant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg),

A comparu:

"Instacom International S.A. SPF", une société anonyme ayant son siège social au 6, place de Nancy L-2212 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B numéro 21.072,

ici représentée par Mlle Virginie PIERRU, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 26 mai 2014.

Laquelle procuration, après avoir été paraphée «ne varietur» par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme ci-avant, est la seule et unique actionnaire («l'Actionnaire Unique») de la société anonyme «REDLINE CAPITAL Management» (la "Société"), ayant son siège social au 26, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, constituée par acte reçu par Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 12 février 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 792 le 2 avril 2008,

immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 136.789.

L'Actionnaire Unique, représentée comme ci-avant et représentant l'intégralité du capital social, a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions contenues dans l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Augmentation du capital social d'un montant de dix million d'euros (10.000.000.- EUR), afin de le porter de son montant actuel de un million cent vingt-cinq mille euros (1.125.000,-EUR) représenté par neuf mille (9.000) actions d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (125,- EUR) chacune, à onze million cent vingt-cinq mille euros (11.125.000,-EUR) par la création et l'émission de quatre-vingt mille (80.000) actions nouvelles d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (125,-EUR) chacune (les "Nouvelles Actions"), ayant les mêmes droits et obligations des actions existantes tels que prévus par les Statuts.

2. Souscription et libération.

3. Modification subséquente de l'article 5.1. des statuts.

4. Décision de modifier l'article 4 des statuts de la Société qui désormais aura la teneur suivante:

« **4.1.** Les objets sociaux de la Société de Gestion sont la création, l'administration et la gestion de tout fonds d'investissement (les «Fonds») et leurs compartiments (les «Compartiments») au sens le plus large de l'article 125 (1) de la loi du 17 décembre 2010 sur les organismes de placement collectif, telle que modifiée (la «Loi de 2010»).

4.2. La Société de Gestion gèrera toutes les activités liées à la gestion et de l'administration des Fonds. Elle peut au nom du Fonds signer tout contrat, acheter, vendre, échanger et fournir tout titre, procéder aux enregistrements et transferts en son nom propre ou au nom de parties tierces au registre des actions ou obligations de toute société luxembourgeoise ou étrangère et exercer au nom et pour le compte du Fonds et des détenteurs des titres de Fonds/parts, tous droits et privilèges, spécialement tous les droits de vote liés aux titres constituant les actifs de chaque Compartiment. Les pouvoirs mentionnés ci-dessus ne doivent pas être considérés comme exhaustifs, mais uniquement comme confirmatifs.

4.3. L'objet de la Société de Gestion est décrit dans l'article 125 (1) de la loi de 2010. La Société de Gestion peut détenir une participation dans tout Fonds ou Compartiment.»

5. Décision de modifier le premier paragraphe de l'article 9 des statuts de la Société.

6. Décision de changer le titre de l'article 13 des statuts de la Société.

7. Divers.

Première résolution:

L'Actionnaire Unique décide d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de dix million d'euros (10.000.000.- EUR), afin de le porter de son montant actuel de un million cent vingt-cinq mille euros (1.125.000,-EUR) représenté par neuf mille (9.000) actions d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (125,- EUR) chacune, à onze million cent vingt-cinq mille euros (11.125.000,-EUR) par la création et l'émission de quatre-vingt mille (80.000) actions nouvelles d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (125,-EUR) chacune (les "Nouvelles Actions"), ayant les mêmes droits et obligations des actions existantes tels que prévus par les Statuts.

Deuxième résolution:

Intervention - Souscription et libération

Ensuite est intervenu le souscripteur Mlle Virginie PIERRU, prénommée, en vertu de la procuration dont mention faite ci-avant, qui déclare souscrire au nom et pour compte de l'Actionnaire Unique les quatre-vingt mille (80.000) actions nouvelles et les libérer intégralement moyennant apport en numéraire à raison de cent pour cent (100%), de sorte que le montant de dix millions d'euros (10.000.000,-EUR) est à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant qui le constate.

Troisième résolution:

A la suite de la résolution ci-dessus, l'Actionnaire Unique décide de modifier l'article 5.1. des Statuts de la Société comme suit:

« **Art. 5.1.** Le capital social est fixe à onze million cent vingt-cinq mille euros (11.125.000,-EUR) représenté par quatre-vingt-neuf mille (89.000) actions d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (125,-EUR) chacune.»

Quatrième résolution:

L'Actionnaire Unique décide de modifier l'article 4 des statuts de la Société comme suit:

« **4.1.** Les objets sociaux de la Société de Gestion sont la création, l'administration et la gestion de tout fonds d'investissement (les «Fonds») et leurs compartiments (les «Compartiments») au sens le plus large de l'article 125 (1) de la loi du 17 décembre 2010 sur les organismes de placement collectif, telle que modifiée (la «Loi de 2010»).

4.2. La Société de Gestion gèrera toutes les activités liées à la gestion et de l'administration des Fonds. Elle peut au nom du Fonds signer tout contrat, acheter, vendre, échanger et fournir tout titre, procéder aux enregistrements et transferts en son nom propre ou au nom de parties tierces au registre des actions ou obligations de toute société luxembourgeoise ou étrangère et exercer au nom et pour le compte du Fonds et des détenteurs des titres de Fonds/parts, tous droits et privilèges, spécialement tous les droits de vote liés aux titres constituant les actifs de chaque Compartiment. Les pouvoirs mentionnés ci-dessus ne doivent pas être considérés comme exhaustifs, mais uniquement comme confirmatifs.

4.3. L'objet de la Société de Gestion est décrit dans l'article 125 (1) de la loi de 2010. La Société de Gestion peut détenir une participation dans tout Fonds ou Compartiment.»

Cinquième résolution:

L'assemblée générale modifie le premier paragraphe de l'article 9 des statuts de la Société, comme suit:

« **9.1.** Dans l'hypothèse d'un Actionnaire Unique, l'Actionnaire Unique a tous les pouvoirs conférés à l'Assemblée Générale. Dans ces Statuts, toute référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Assemblée Générale est une référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Actionnaire Unique tant que la Société Gestion n'a qu'un actionnaire unique. Les décisions prises par l'Actionnaire Unique sont enregistrées par voie de résolutions écrites.»

Sixième résolution:

L'assemblée générale décide de changer le titre de l'article 13 des statuts de la Société, comme suit:

« **Art. 13.** Procès-verbaux de réunions du Conseil d'administration.»

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge en raison des présentes, est évalué à quatre mille six sept cent soixante-seize euros (4.776,-EUR).

DONT ACTE, fait et passé, à la date mentionnée en tête des présentes à Luxembourg Le notaire instrumentant qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que le présent acte est établi en langue anglaise, suivi d'une version française; à la requête du comparant, et qu'en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Le document a été lu au mandataire de la comparante, connu du notaire par son nom, prénom, état civil et domicile, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: V. PIERRU, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 05.06.2014. Relation: LAC/2014/26182. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR COPIE CONFORME, délivré au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg, le 05.06.2014.

Référence de publication: 2014103472/198.

(140122295) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

FC2I S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2560 Luxembourg, 12, rue de Strasbourg.

R.C.S. Luxembourg B 98.496.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014099127/9.

(140118518) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2014.

NYLCAP Mezzanine III 2012 Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 175.775.

In the year two thousand fourteen, the thirteenth day of May,

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

Was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of NYLCAP Mezzanine III 2012 Luxco S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under the number B 175.775 and having a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) (the Company). The Company was incorporated pursuant to a deed enacted by Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg on February 15, 2013, published on April 25, 2013, in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, under number 992, page 47573. The articles of association of the Company (the Articles) have not been amended since the incorporation of the Company.

THERE APPEARED:

NYLCAP Mezzanine Partners III 2012 Co-Invest, LP, a limited partnership organized and existing under the laws of the State of Delaware, United States of America, having its registered office at the Corporation Trust Company, Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, New Castle County, Delaware 19801, United States of America and registered with the Secretary of State of the State of Delaware (the Sole Shareholder),

hereby represented by Régis Galiotto, notary's clerk, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

Said power of attorney, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The Sole Shareholder, represented as stated above, has requested the undersigned notary to record the following:

- I. that the Sole Shareholder holds all the shares in the share capital of the Company;
- II. that the Sole Shareholder wishes to proceed with the dissolution of the Company and to put it into liquidation;
- III. that the agenda of the Meeting is worded as follows:
 1. waiver of convening notices;
 2. dissolution of the Company and decision to voluntarily put the Company into liquidation (liquidation volontaire);
 3. appointment of NYLCAP Mezzanine Partners III 2012 Co-Invest, LP, as liquidator (liquidateur) in relation to the voluntary liquidation of the Company (the Liquidator);
 4. determination of the powers and duties of the Liquidator and determination of the liquidation procedure of the Company;
 5. decision to instruct the Liquidator to realise, on the best possible terms and for the best possible consideration, all the assets of the Company and to pay all the debts of the Company;
 6. decision that the Liquidator will be entitled to a specific compensation; and
 7. miscellaneous.
- IV. After having carefully considered the above, the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder declares that it has full knowledge of the items on the agenda and waives the requirement for convocations.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to dissolve and to voluntarily put the Company into liquidation (liquidation volontaire).

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to appoint itself, NYLCAP Mezzanine Partners III 2012 Co-Invest, LP, a limited partnership organized and existing under the laws of the State of Delaware, United States of America, having its registered office at the Corporation Trust Company, Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, New Castle County, Delaware 19801, United States of America and registered with the Secretary of State of the State of Delaware, as Liquidator of the Company. The Liquidator is empowered to do everything which is required for the liquidation of the Company and the disposal of the assets of the Company under his sole signature for the performance of his duties.

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to confer to the Liquidator the powers set out in articles 144 et seq. of the Luxembourg law dated August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law).

The Liquidator shall be entitled to pass all deeds and carry out all operations, including those referred to in article 145 of the Law, without the prior authorisation of the Sole Shareholder. The Liquidator may, under his sole responsibility, delegate some of his powers, for especially defined operations or tasks, to one or several persons or entities.

The Liquidator shall be authorised to make advance payments of the liquidation proceeds (boni de liquidation) to the Sole Shareholder, in accordance with article 148 of the Law.

Fifth resolution

The Sole Shareholder resolves to instruct the Liquidator to realise, on the best possible terms and for the best possible consideration, all the assets of the Company and to pay all the debts of the Company.

Sixth resolution

The Sole Shareholder resolves that the Liquidator will be entitled to a specific compensation.

Costs

The expenses, costs, remunerations and charges, in any form whatever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand five hundred Euros (EUR 1,500.-).

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. At the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder of the appearing party signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le treizième jour du mois de mai,

Pardevant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique de NYLCAP Mezzanine III 2012 Luxco S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est établi au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 175.775 et disposant d'un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) (la Société). La Société a été constituée suivant acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, le 15 février 2013, publié le 25 avril 2013 au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 992, page 47573. Les statuts de la Société (les Statuts) n'ont pas été modifiés depuis la constitution de la Société.

A COMPARU:

NYLCAP Mezzanine Partners III 2012 Co-Invest, LP, une société en commandite, existant et régie par les lois de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, dont le siège social est établi à the Corporation Trust Company, Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, New Castle County, Delaware 19801, Etats-Unis d'Amérique et immatriculée auprès du Secrétaire d'Etat de l'Etat du Delaware (l'Associé Unique),

ici représenté par Régis Galiotto, clerc de notaire, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Après avoir été signée ne varietur par le mandataire agissant pour le compte de la partie comparante et le notaire instrumentant, ladite procuration restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- I. que l'Associé Unique possède toutes les parts dans le capital social de la Société;
- que l'Associé Unique souhaite procéder à la dissolution de la Société et à sa mise en liquidation;

Que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. renonciation aux formalités de convocation;
2. dissolution de la Société et mise en liquidation volontaire;
3. nomination de NYLCAP Mezzanine Partners III 2012 Co-Invest, LP en qualité de liquidateur dans le cadre de la liquidation volontaire de la Société (le Liquidateur);
4. détermination des pouvoirs et devoirs du Liquidateur et détermination de la procédure de liquidation de la Société;

5. décision d'instruire le Liquidateur de réaliser tous les actifs de la Société dans les meilleures conditions et pour la meilleure contrepartie et de régler toutes les dettes de la Société;

6. décision d'accorder au Liquidateur une compensation particulière; et

7. divers.

Après avoir pris en considération ce qui précède, l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique déclare avoir parfaite connaissance des points de l'ordre du jour et renonce aux formalités de convocation.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de dissoudre la Société et de la mettre en liquidation volontaire.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de se nommer, NYLCAP Mezzanine Partners III 2012 Co-Invest, LP, une société en commandite, existant et régie par les lois de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, dont le siège social est établi à the Corporation Trust Company, Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, New Castle County, Delaware 19801, Etats-Unis d'Amérique et immatriculée auprès du Secrétaire d'Etat de l'Etat du Delaware, en tant que Liquidateur de la Société. Le Liquidateur est autorisé à accomplir, sous sa seule signature dans le cadre de l'exercice de ses fonctions, tout ce qui est nécessaire à la liquidation de la Société et à la réalisation de ses actifs.

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide d'attribuer au Liquidateur tous les pouvoirs prévus aux articles 144 et suivants de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi).

Le Liquidateur est autorisé à passer tous les actes et à exécuter toutes les opérations, y compris celles prévues à l'article 145 de la Loi, sans autorisation préalable de l'Associé Unique. Le Liquidateur peut déléguer, sous sa seule responsabilité, certains de ses pouvoirs, pour des opérations ou des tâches spécifiquement définies, à une ou plusieurs personnes physiques ou morales.

Le Liquidateur est autorisé à verser à l'Associé Unique des acomptes sur le boni de liquidation, conformément à l'article 148 de la Loi.

Cinquième résolution

L'Associé Unique décide de demander au Liquidateur de réaliser les actifs de la Société dans les meilleures conditions et pour la meilleure contrepartie et de régler toutes les dettes de la Société.

Sixième résolution

L'Associé Unique décide d'accorder au Liquidateur une compensation particulière.

Estimation des frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société en raison du présent acte s'élèvent approximativement à mille cinq cents Euros (EUR 1.500.-).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande de la partie comparante ci-dessus, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française. A la demande de la même partie comparante, en cas de divergences entre les textes, la version anglaise fait foi.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Après avoir lu le présent acte au mandataire de la partie comparante, celui-ci signe avec le notaire le présent acte original.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 22 mai 2014. Relation: LAC/2014/23816. Reçu douze euros (12.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 10 juillet 2014.

Référence de publication: 2014101430/154.

(140120895) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Dadco Holding (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 99.022.

Décision unanime de l'assemblée générale de l'actionnaire unique tenue au siège social le 15 juillet 2014 à 10 heures

L'assemblée générale PREND ACTE de la démission du commissaire-aux-comptes, Fiduciaire CABEXCO S.A.R.L., qui est désormais au 2, Rue d'Arlon, L - 8399 WINDHOF - KOERICH et NOMME en son remplacement:

Madame Sylvaine AUBARD, née le 23/08/1973 à Sarcelles, France, avec adresse professionnelle au 124, Boulevard de la Pétrusse, L - 2330 Luxembourg comme nouveau commissaire-aux-comptes.

Madame Aubard terminera le mandat de son prédécesseur, à savoir jusqu'à l'assemblée générale de 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Extrait Sincère et Conforme

Sabine Perrier

Administrateur

Référence de publication: 2014102051/17.

(140123472) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

African Gold Partners, Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 16A, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 188.575.

—
STATUTES

In the year two thousand fourteen, on the eighteenth day of the month of June;

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned,

THERE APPEARED:

Mr. Stefan MÜLLER, company director, residing in D-60433 Frankfurt am Main, Hülgelstrasse 86 (Federal Republic of Germany),

here represented by Mrs. Nathalie OLLAGNIER, employee, residing professionally in L-1930 Luxembourg, 16a, avenue de la Liberté, (the "Proxy-holder"), by virtue of a proxy given under private seal; such proxy, after having been signed "ne varietur" by the Proxy-holder and the officiating notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Such appearing person, represented as said before, has requested the officiating notary to document the deed of incorporation of a public limited company ("société anonyme") which he deems to incorporate herewith and the articles of association of which are established as follows:

I. Name - Duration - Purpose - Registered office

Art. 1. There is hereby established a public limited company ("société anonyme") under the name of "African Gold Partners" (the "Company"), which will be governed by the present articles of association (the "Articles") as well as by the respective laws and more particularly by the modified law of 10 August 1915 on commercial companies (the "Law").

Art. 2. The duration of the Company is unlimited.

Art. 3. The Company may make any transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, as well as the administration, the management, the control and the development of such participating interests.

The Company may particularly use its funds for the setting-up, the management, the development and the disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, participate in the creation, the development and the control of any enterprise, acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatever, any type of securities and patents, realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have developed these securities and patents.

The Company may borrow in any form whatever.

The Company may grant to the companies of the group or to its shareholders, any support, loans, advances or guarantees, within the limits of the Law.

Within the limits of its activity, the Company can grant mortgage, contract loans, with or without guarantee, and stand security for other persons or companies, within the limits of the concerning legal dispositions.

The Company may take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purposes and which are liable to promote its development or extension.

The Company can generally undertake all industrial, commercial, financial, investment or real estate operations in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad which are connected directly or indirectly in whole or in part to the corporate purpose.

The Company can achieve its objective directly or indirectly in its own name or for the account of a third party, alone or in association, undertaking all operations by nature in favour of the corporate purpose or the purpose of the companies in which it holds interests.

Art. 4. The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

The registered office of the Company may be transferred to any other place within the municipality of the registered office by a simple decision of the board of directors or by the sole director.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a decision of the shareholders' meeting deliberating in the manner provided for amendments to the articles.

The Company may establish branches, subsidiaries, agencies or administrative offices in the Grand-Duchy of Luxembourg as well as in foreign countries by a simple resolution of the board of directors of the Company or, in the case of a sole director, by a decision of the sole director.

II. Capital - Shares

Art. 5. The subscribed capital of the company is fixed at thirty-one thousand Euros (31,000.- EUR), represented by thirty-one (31,000) shares with a nominal value of one Euro (1.- EUR) each.

The share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of the Articles.

The Company may, to the extent and under terms permitted by the Law, redeem its own shares.

Art. 6. The shares of the Company may be in registered form or in bearer form or partly in one form or the other form, at the option of the shareholders subject to the restrictions foreseen by Law.

A register of registered shares will be kept at the registered office, where it will be available for inspection by any shareholder. This register will contain all the information required by article 39 of the Law. Ownership of registered shares will be established by inscription in the said register.

Certificates of these inscriptions shall be issued and signed by two directors or, if the Company as only one director, by this director.

The Company may issue certificates representing bearer shares. The bearer shares will bear the requirements provided for by article 41 of the Law and will be signed by two directors or, if the Company as only one director, by this director.

The signature may either be manual, in facsimile or affixed by mean of a stamp.

However, one of the signatures may be affixed by a person delegated for that purpose by the board of directors. In such a case, the signature must be manual. A certified copy of the deed delegating power for this purpose to a person who is not a member of the board of directors, must be filed in accordance with §§ 1 and 2 of the Law.

The Company will recognize only one holder per share; in case a share is held by more than one person, the persons claiming ownership of the share will have to name a unique proxy to present the share in relation to the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as the sole owner in relation to the Company.

III. General meetings of shareholders Decision of the sole shareholder

Art. 7. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

In case the Company has only one shareholder, such shareholder exercises all the powers granted to the general meeting of shareholders.

The general meeting is convened by the board of directors. It may also be convoked by request of shareholders representing at least one tenth of the Company's share capital.

Art. 8. The annual general meeting of shareholders shall be held on the 3rd Thursday of the month of June at ten o'clock at the registered office of the Company, or at such other place as may be specified in the notice of meeting.

If such day is a legal holiday, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

The quorum and time required by Law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person by writing, by electronic mail, by facsimile or by any other similar means of communication as his proxy.

The use of video conferencing equipment, conference call or other means of telecommunication shall be allowed and the shareholders using these technologies shall be deemed to be present and shall be authorized to vote by video, by phone or by other means of telecommunication. After deliberation, votes may also be cast in writing or by fax, telegram, telex, telephone or other means of telecommunication, provided in such latter event such vote shall be confirmed in writing. Any shareholder can also vote by correspondence, by returning a duly completed and executed form (the "form") sent by the board of directors, the sole director or any two directors, as the case may be and containing the following mentions in English and French:

- a) the name and address of the shareholder;
- b) the number of shares he owns;
- c) each resolution upon which a vote is required;
- d) a statement whereby the shareholder acknowledges having been informed of the resolution(s) upon which a vote is required;
- e) a box for each resolution to be considered;
- f) an invitation to tick the box corresponding to the resolutions that the shareholder wants to approve, reject or refrain from voting;
- g) a mention of the place and date of execution of the form;
- h) the signature of the form and a mention of the identity of the authorized signatory as the case may be; and
- i) the following statement: "In case of lack of indication of vote and no box is ticked, the form is void."

The indication of contradictory votes regarding a resolution will be assimilated to a lack of indication of vote. The form can be validly used for successive meetings convened on the same day. Votes by correspondence are taken into account only if the form is received by the Company at least two days before the meeting. A shareholder cannot send to the Company a proxy and the form for the same meeting. However, should those two documents be received by the Company, only the vote expressed in the form will be taken into account.

Except as otherwise required by Law, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present or represented.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

If all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting the meeting may be held without prior notice or publication.

Decision taken in a general meeting of shareholders must be recorded in minutes signed by the members of the board (bureau) and by the shareholders requesting to sign.

In case of a sole shareholder, these decisions are recorded in minutes.

IV. Board of directors

Art. 9. The Company shall be managed by a board of directors composed of three (3) members at least who need not be shareholders of the Company.

However, in case the Company is incorporated by a sole shareholder or that it is acknowledged in a general meeting of shareholders that the Company has only one shareholder left, the composition of the board of director may be limited to one (1) member only until the next ordinary general meeting acknowledging that there is more than one shareholders in the Company.

The directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting which shall determine their number, remuneration and term of office. The term of the office of a director may not exceed six (6) years and the directors shall hold office until their successors are elected.

The directors are elected by a simple majority vote of the shares present or represented.

Any director may be removed with or without cause by the general meeting of shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, this vacancy may be filled out on a temporary basis until the next meeting of shareholders, by observing the applicable legal prescriptions.

Art. 10. The board of directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders.

The board of directors shall meet upon call by the chairman, or two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meeting of shareholders and of the board of directors, but in his absence, the shareholders or the board of directors may appoint another director as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of directors must be given to directors twenty-four hours at least in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each director in writing, by electronic mail, by facsimile or by any other similar means of communication. A special convocation will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of directors.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing, by electronic mail, by facsimile or by any other similar means of communication another director as his proxy.

A director may represent more than one of his colleagues.

Any director may participate in any meeting of the board of directors by way of videoconference or by any other similar means of communication allowing their identification.

These means of communication must comply with technical characteristics guaranteeing the effective participation to the meeting, which deliberation must be broadcasted uninterruptedly. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. The meeting held by such means of communication is reputed held at the registered office of the Company.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least half of the directors are present or represented at a meeting of the board of directors.

Decisions shall be taken by a majority of votes of the directors present or represented at such meeting. In case of tie, the chairman of the board of directors shall have a casting vote.

The board of directors may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by electronic mail, by facsimile or any other similar means of communication, to be confirmed in writing, the entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

Art. 11. The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two directors. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by two directors. In case the board of directors is composed of one director only, the sole director shall sign these documents.

Art. 12. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests.

All powers not expressly reserved by Law or by these Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors.

In case the Company has only one director, such director exercises all the powers granted to the board of directors.

According to article 60 of the Law, the daily management of the Company as well as the representation of the Company in relation with this management may be delegated to one or more directors, officers, managers or other agents, associate or not, acting alone or jointly. Their nomination, revocation and powers shall be settled by a resolution of the board of directors. The delegation to a member of the board of directors shall entail the obligation for the board of directors to report each year to the ordinary general meeting on the salary, fees and any advantages granted to the delegate.

The Company may also grant special powers by authentic proxy or power of attorney by private instrument.

Art. 13. The Company will be bound (i) by the joint signature of any two (2) directors, (ii) by the individual signature of the managing director or (iii) by the sole signature of any persons to whom such signatory power shall be delegated by the board of directors.

In case the board of directors is composed of one (1) member only, the Company will be validly bound, in any circumstances and without restrictions, by the individual signature of the sole director.

V. Supervision of the company

Art. 14. The operations of the Company shall be supervised by one (1) or several statutory auditors, which may be shareholders or not.

The general meeting of shareholders shall appoint the statutory auditors, and shall determine their number, remuneration and term of office which may not exceed six (6) years.

VI. Accounting year, Balance

Art. 15. The accounting year of the Company shall begin on the 1st of January of each year and shall terminate on the 31st of December of the same year.

Art. 16. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by Law. That allocation will cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company.

Upon recommendation of the board of directors, the general meeting of shareholders determines how the remainder of the annual net profits will be disposed of.

It may decide to allocate the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision reserve, to carry it forward to the next following financial year or to distribute it to the shareholders as dividend.

Subject to the conditions fixed by Law, the board of directors may pay out an advance payment on dividends. The board fixes the amount and the date of payment of any such advance payment.

Dividends may also be paid out of inappropriate net profit brought forward from prior years. Dividends shall be paid in Euros or by free allotment of shares of the Company or otherwise in specie as the directors may determine, and may be paid at such times as may be determined by the board of directors.

Payment of dividends shall be made to holders of shares at their addresses in the register of shareholders. No interest shall be due against the Company on dividends declared but unclaimed.

VII. Liquidation

Art. 17. In the event of dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

VIII. Amendment of the articles of incorporation

Art. 18. The Articles may be amended by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the conditions of quorum and majority foreseen in article 67-1 of the Law.

IX. Final clause - Applicable law

Art. 19. All matters not governed by the present Articles shall be determined in accordance with the Law.

Transitory dispositions

1. The first financial year runs from the date of incorporation and ends on the 31st of December 2014.
2. The first ordinary general meeting will be held in the year 2015.
3. Exceptionally, the first chairman and the first delegate of the board of directors may be nominated by a passing of a resolution of the sole shareholder.

Subscription and payment

The Articles of the Company thus having been established, the thirty-one thousand (31,000) shares have been subscribed by the sole shareholder, Mr. Stefan MÜLLER, pre-named, and fully paid up by the aforesaid subscriber by payment in cash, so that the amount of thirty-one thousand Euros (31,000.- EUR) is from this day on at the free disposal of the Company, as it has been proved to the officiating notary by a bank certificate, who states it expressly.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 26 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended, and expressly states that they have been fulfilled.

Resolutions taken by the sole shareholder

The aforementioned appearing person, representing the whole of the subscribed share capital, has adopted the following resolutions as sole shareholder:

- 1) The registered office is established in L-1930 Luxembourg, 16a, avenue de la Liberté.
- 2) The number of directors is fixed at three (3) and that of the statutory auditors at one (1).
- 3) The following persons are appointed as directors:
 - Mr. Stefan MÜLLER, company director, born in Aachen (Federal Republic of Germany), on April 27, 1971, residing in D-60433 Frankfurt am Main, Hügelstrasse 86;
 - Mr. Paul AGNES, company director, born in Ettelbruck (Grand Duchy of Luxembourg), on August 25, 1941, residing professionally in L-1930 Luxembourg, 16a, avenue de la Liberté; and
 - Mr. Christophe DUPLAY, company director, born in Cornimont (France) on July, 1st, 1954, residing professionally in L-1930 Luxembourg, 16a, avenue de la Liberté.
- 4) The public limited company incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg "VERI-COM S.A.", established and having its registered office in L-2341 Luxembourg, 1, rue du Plbiscite, registered with the Trade and Companies Registry of Luxembourg, section B, under number 51203, is appointed as statutory auditor of the Company.
- 5) Following the faculty offered by point 3) of the transitory dispositions, the meeting appoints Mr. Stefan MÜLLER, pre-named, as chairman of the board of directors.
- 6) The mandates of the directors and the statutory auditor will expire at the general annual meeting in the year 2019.

119070

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is evaluated at approximately one thousand Euros.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing person, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the Proxy-holder of the appearing person, known to the notary by their name, first name, civil status and residence, the said appearing Proxy-holder has signed with Us, the notary, the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le dix-huitième jour du mois de juin;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

Monsieur Stefan MÜLLER, administrateur de société, demeurant à D-60433 Frankfurt am Main, Hügelstrasse 86 (République Fédérale d'Allemagne),

ici représenté par Madame Nathalie OLLAGNIER, employée, demeurant professionnellement à L-1930 Luxembourg, 16a, avenue de la Liberté, (la "Mandataire"), en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée; laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par la Mandataire et le notaire, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de documenter l'acte de constitution d'une société anonyme qu'il déclare constituer par les présentes et dont les statuts sont établis comme suit:

I. Nom - Durée - Objet - Siège social

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société anonyme sous la dénomination de "African Gold Partners" (la "Société"), laquelle sera régie par les présents statuts (les "Statuts") ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la "Loi").

Art. 2. La durée de la Société est illimitée.

Art. 3. La Société pourra effectuer toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit.

La Société pourra, dans les limites fixées par la Loi, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent et qui sont susceptibles de promouvoir son développement ou extension.

La Société pourra généralement faire toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger qui se rattachent directement ou indirectement, en tout ou en partie, à son objet social.

La Société pourra réaliser son objet directement ou indirectement en nom propre ou pour compte de tiers, seule ou en association en effectuant toute opération de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.

Art. 4. Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Le siège social de la Société pourra être transféré à tout autre endroit dans la commune du siège social par une simple décision du conseil d'administration ou de l'administrateur unique.

Il peut-être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée des actionnaires délibérant comme en matière de modification des statuts.

La Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par une simple décision du conseil d'administration de la Société ou, dans le cas d'un administrateur unique, par une décision de l'administrateur unique.

II. Capital social - Actions

Art. 5. Le capital souscrit de la Société est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR), représenté par trente et un mille (31.000) actions avec une valeur nominale d'un euro (1,- EUR) chacune.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des Statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la Loi racheter ses propres actions.

Art. 6. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur ou pour partie nominatives et pour partie au porteur au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la Loi.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance. Ce registre contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre.

Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la Société n'a qu'un seul administrateur, par cet administrateur.

La Société pourra émettre des certificats représentatifs d'actions au porteur. Les actions au porteur porteront les indications prévues par l'article 41 de la Loi et seront signées par deux (2) administrateurs ou, si la Société n'a qu'un seul administrateur, par cet administrateur.

La signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe.

Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. En ce cas, elle doit être manuscrite.

Une copie certifiée conforme de l'acte conférant à cet effet délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration, sera déposée préalablement conformément à l'article 9, §§ 1 et 2 de la Loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour présenter l'action à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

III. Assemblées générales des actionnaires Décisions de l'actionnaire unique

Art. 7. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un dixième au moins du capital social.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra le 3^{ème} jeudi du mois de juin à dix heures au siège social de la Société ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la Loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents Statuts.

Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire une autre personne comme son mandataire.

L'utilisation d'équipement pour conférences vidéo, conférences téléphoniques ou tout autre moyen de télécommunication est autorisée et les actionnaires utilisant ces technologies seront présumés être présents et seront autorisés à voter par vidéo, par téléphone ou par tout autre moyen de télécommunication. Après délibération, les votes pourront aussi être exprimés par écrit ou par télécopie, télégramme, télex, téléphone ou tout autre moyen de télécommunication, étant entendu que dans ce dernier cas le vote devra être confirmé par écrit. Tout actionnaire peut aussi voter par correspondance, en retournant un formulaire dûment complété et signé (le "formulaire") envoyé par le conseil d'administration, l'administrateur unique ou deux administrateurs, suivant le cas et contenant les mentions suivantes en langue anglaise et française:

- a) le nom et l'adresse de l'actionnaire;

- b) le nombre d'actions qu'il détient;
- c) chaque résolution sur laquelle un vote est requis;
- d) une déclaration par laquelle l'actionnaire reconnaît avoir été informé de la/des résolution(s) pour lesquelles un vote est requis;
- e) une case pour chaque résolution à considérer;
- f) une invitation à cocher la case correspondant aux résolutions que l'actionnaire veut approuver, rejeter ou s'abstenir de voter;
- g) une mention de l'endroit et de la date de signature du formulaire;
- h) la signature du formulaire et une mention de l'identité du signataire autorisé selon le cas; et
- i) la déclaration suivante: "A défaut d'indication de vote et si aucune case n'est cochée, le formulaire est nul."

L'indication de votes contradictoires au regard d'une résolution sera assimilée à une absence d'indication de vote. Le formulaire peut être utilisé pour des assemblées successives convoquées le même jour. Les votes par correspondance ne sont pris en compte que si le formulaire parvient à la Société deux jours au moins avant la réunion de l'assemblée. Un actionnaire ne peut pas adresser à la Société à la fois une procuration et le formulaire. Toutefois, si ces deux documents parvenaient à la Société, le vote exprimé dans le formulaire primera.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou les Statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

Les décisions prises lors de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la Société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès-verbal.

IV. Conseil d'administration

Art. 9. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société.

Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

Art. 10. Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification.

Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 11. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Art. 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société.

Tous pouvoirs que la Loi ou ces Statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la Société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 13. La Société sera engagée (i) par la signature collective de deux (2) administrateurs, (ii) par la signature individuelle de l'administrateur-délégué ou (iii) par la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration.

Lorsque le conseil d'administration est composé d'un (1) seul membre, la Société sera valablement engagée, en toutes circonstances et sans restrictions, par la signature individuelle de l'administrateur unique.

V. Surveillance de la société

Art. 14. Les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaire.

L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) années.

VI. Exercice social - Bilan

Art. 15. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année.

Art. 16. Sur les bénéfices nets de la Société, il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social.

Sur recommandation du conseil d'administration l'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une part du solde à un compte de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau ou de le distribuer aux actionnaires comme dividendes.

Le conseil d'administration peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la Loi. Il déterminera le montant ainsi que la date de paiement de ces acomptes.

Des dividendes peuvent également être payés sur bénéfices reportés d'exercices antérieurs. Les dividendes seront payés en euros ou par distribution gratuite d'actions de la Société ou autrement en nature selon la libre appréciation des administrateurs, et peuvent être distribués à tout moment à déterminer par le conseil d'administration.

Le paiement de dividendes sera fait aux actionnaires à l'adresse indiquée dans le registre des actions. Aucun intérêt ne sera dû par la Société sur dividendes distribués mais non revendiqués.

VII. Liquidation

Art. 17. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

VIII. Modification des statuts

Art. 18. Les Statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 67-1 de la Loi.

IX. Dispositions finales - Loi applicable

Art. 19. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2014.
2. La première assemblée générale ordinaire se tiendra en 2015.
3. Exceptionnellement, le premier président et le premier délégué du conseil d'administration peuvent être nommés par une résolution de l'actionnaire unique.

Souscription et libération

Les Statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les trente et un mille (31.000) actions ont été souscrites par l'actionnaire unique, Monsieur Stefan MÜLLER, préqualifié, et entièrement libérées par la souscriptrice prédite moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme de trente et un mille euros (31.000,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, et en confirme expressément l'accomplissement.

Résolutions prises par l'actionnaire unique

La comparante pré-mentionnée, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes en tant qu'actionnaire unique:

1. Le siège social de la Société est établi à L-1930 Luxembourg, 16a, avenue de la Liberté.
2. Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et celui des commissaires aux comptes à un (1).
3. Les personnes suivantes sont appelées comme administrateurs:
 - Monsieur Stefan MÜLLER, administrateur de société, né à Aix-la-Chapelle (République Fédérale d'Allemagne), le 27 avril 1971, demeurant à D-60433 Frankfurt am Main, Hügelstrasse 86;
 - Monsieur Paul AGNES, administrateur de société, né à Ettelbruck (Grand-Duché de Luxembourg), le 25 août 1941, demeurant professionnellement à L-1930 Luxembourg, 16a, avenue de la Liberté; et
 - Monsieur Christophe DUPLAY, administrateur de société, né à Cornimont (France), le 1^{er} juillet 1954, demeurant professionnellement à L-1930 Luxembourg, 16a, avenue de la Liberté.
4. La société anonyme constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg "VERICOM S.A.", établie et ayant son siège social à L-2341 Luxembourg, 1, rue du Plébiscite, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 51203, est nommé commissaire aux comptes de la Société.
5. Faisant usage de la faculté offerte par le point 3) des dispositions transitoires, l'assemblée nomme Monsieur Stefan MÜLLER, pré-qualifié, comme président du conseil d'administration.
6. Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes expireront à l'assemblée générale annuelle de l'année 2019.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, est évalué approximativement à mille euros.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare par les présentes, qu'à la requête du comparant le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête du même comparant, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte à la Mandataire du comparant, agissant comme dit ci-avant, connue du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ladite Mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: N. OLLAGNIER, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 24 juin 2014. LAC/2014/28998. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Releveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 8 juillet 2014.

Référence de publication: 2014102775/533.

(140121828) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

PORTLAND HILL FUND SICAV, Société Anonyme sous la forme d'une Société d'Investissement à Capital Fixe.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la foire.

R.C.S. Luxembourg B 190.084.

— STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the second day of September.

Before Maître Maître Francis Kessler, notary public established in Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned,

appears

Portland Hill Capital Management (GP) Limited, having its registered office at PO Box 309, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands and with registration number OC 369412,

here duly represented by Mrs Sophie HENRYON, employee, with professional address at Esch/Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The before said proxy, being initialed "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity of which it acts, has requested the notary to draw up the following articles of association (the "Articles") of a public company limited by shares, which such party declared to incorporate

Title I. Name - Registered Office - Duration - Purpose

Art. 1. Name. There exists, a public limited company ("société anonyme") qualifying as an investment company with variable share capital ("société d'investissement à capital variable") under the name of PORTLAND HILL FUND SICAV (hereinafter the "Company").

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the board of directors. The registered office of the Company may be transferred within the same municipality by simple decision of the board of directors.

In the event that the board of directors determines that extraordinary political, military economic or social events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg company.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period of time.

Art. 4. Purpose. The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in transferable securities of any kind and other assets permitted by Part I of the law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment, as may be amended from time to time (the "Law") with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company may take any measures and carry out any operation, which it may deem useful in the development and accomplishment of its purpose to the full extent permitted by Part I of the Law.

Title II. Share Capital - Shares - Net Asset Value

Art. 5. Share Capital - Classes of Shares. The capital of the Company shall be represented by fully paid up shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company pursuant to Article 11 hereof. The initial capital for incorporation is thirty one thousand euros (EUR 31,000), represented by three hundred ten (310) shares of no par value. The minimum capital of the Company shall be one million two hundred and fifty thousand euros (EUR 1,250,000.-).

The shares to be issued pursuant to Article 7 hereof may, as the board of directors shall determine, be of different classes. The proceeds of the issue of each class of shares shall be invested in transferable securities of any kind and other assets permitted by law pursuant to the investment policy determined by the board of directors for the Compartment (as defined hereinafter) established in respect of the relevant class or classes of shares, subject to the investment restrictions provided by law or determined by the board of directors.

The board of directors may establish portfolios of assets constituting each a compartment ("Compartment") within the meaning of Article 181 of the Law for one class of shares or for multiple classes of shares. As between shareholders, each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant class or classes of shares. The Company shall be considered as one single legal entity. The rights of shareholders and of creditors concerning a Compartment or which have arisen in connection with the creation, operation or liquidation of a Compartment are limited to the assets of that Compartment, and the assets of a Compartment are exclusively available to satisfy the rights of investors in relation to that Compartment and the rights of those creditors whose claims have arisen in connection with the creation, the operation or the liquidation of that Compartment.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each class of shares shall, if not expressed in EUR, be converted into EUR and the capital shall be the total of the net assets of all the classes of shares.

Art. 6. Form of Shares.

(1) Shares shall be issued in registered form only.

(2) Shares of the Company shall be registered in the register of shareholders which shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Company, and such register shall contain the name of each owner of record of registered shares, residence or elected domicile as indicated to the Company, the number of registered shares held by the owner of record and the amount paid up on each share.

The inscription of the shareholder's name in the register of shares evidences the shareholder's right of ownership on such registered shares. The Company shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the shareholder or whether the shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

The share certificates (if issued) shall be signed by two directors. Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile. However, one of such signatures may be made by a person duly authorized thereto by the board of directors; in the latter case, it shall be manual. The Company may issue temporary share certificates in such form as the board of directors may determine.

(3) Transfer of shares shall be effected (i) if share certificates have been issued, upon delivering the certificate or certificates representing such shares to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company and (ii) if no share certificates have been issued, by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. Any transfer of registered shares shall be entered into the register of shareholders; such inscription shall be signed by one or more directors or officers of the Company or by one or more other persons duly authorized thereto by the board of directors.

(4) Shareholders shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change the address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

(5) If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that the shareholder's share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at the shareholder's request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including but not restricted to a bond issued by an insurance company, as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in replacement of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

The Company may, at its election, charge to the shareholder the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original share certificate.

(6) The Company recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of shares is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of the exercise of all rights attached to such shares.

(7) The Company may decide to issue fractional shares up to the number of decimal places to be decided by the board of directors. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant class of shares on a pro rata basis.

Art. 7. Issue of Shares. The board of directors is authorized without limitation to issue an unlimited number of fully paid up shares at any time without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued.

The board of directors may, at any time, issue different classes of shares within one or more Compartment, which may differ, inter alia, in their fee structure, subscription and/or redemption procedures, minimum initial and subsequent investment and/or holding requirements, type of target investors and distribution policy applying to them as more fully described in the sales documents.

The board of directors may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any class of shares; the board of directors may, in particular, decide that shares of any class shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the sales documents for the shares of the Company.

Whenever the Company offers shares for subscription, the price per share at which such shares are offered shall be based on the net asset value per share of the relevant class/category of shares within the relevant Compartment, as determined in compliance with the provisions of Article 11 hereof as of such Valuation Day (as defined in Article 12 hereof) as is determined in accordance with such policy as the board of directors may from time to time determine. Such price may be increased by applicable sales commissions, as approved from time to time by the board of directors. The price so determined shall be payable within a maximum period as provided for in the sales documents for the shares and which shall not exceed ten Luxembourg bank business days after the relevant Valuation Day.

The board of directors may delegate to any director, manager, officer or other duly authorized agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new shares to be issued and to deliver them. If subscribed shares are not paid for, the Company may cancel their issue whilst retaining the right to claim its issue fees and commissions.

The Company may agree to issue shares as consideration for a contribution in kind of securities, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, which may in particular provide for the obligation to deliver a valuation report from the auditor of the Company ("réviseur d'entreprises agréé") and provided that such securities comply with the investment objectives and policies of the relevant Compartment.

Art. 8. Redemption of Shares. Any shareholder may require the redemption of all or part of his shares by the Company, under the terms and procedures set forth by the board of directors in the sales documents for the shares and within the limits provided by law and these articles of association.

The redemption price per share shall be paid within a period as determined by the board of directors which shall not exceed ten business days from the relevant Valuation Day, as is determined in accordance with such policy as the board of directors may from time to time determine, provided that the share certificates, if any, and the transfer documents have been received by the Company, subject to the provision of Article 12 hereof.

The redemption price shall be equal to the net asset value per share of the relevant class, as determined in accordance with the provisions of Article 11 hereof, less such charges and commissions (if any) at the rate provided by the sales documents for the shares. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the board of directors shall determine.

If as a result of any request for redemption, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares would fall below such number or such value as determined by the board of directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class.

Further, if on any given Valuation Day during the course of a Valuation Day, redemption requests pursuant to this Article and conversion requests pursuant to Article 9 hereof exceed a certain level determined by the board of directors in relation to the number of shares in issue in a specific class, the board of directors may decide that part or all of such requests for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner that the board of directors considers to be in the best interest of the Company.

On the next Valuation Day during the course of a Valuation Day, following that period, these redemption and conversion requests will be met in priority to later requests.

The Company shall have the right, if the board of directors so determines, to satisfy payment of the redemption price to any shareholder who agrees, in kind by allocating to the holder investments from the portfolio of assets set up in connection with such class or classes of shares equal in value (calculated in the manner described in Article 11) as of the Valuation Day during the course of a Valuation Day, on which the redemption price is calculated, to the value of the shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and

reasonable basis and without prejudicing the interests of the other holders of shares of the relevant class or classes of shares and the valuation used shall be confirmed by a special report of the auditor of the Company. The costs of any such transfers shall be borne by the transferee.

All redeemed shares shall be cancelled.

Art. 9. Conversion of Shares. Unless otherwise determined by the board of directors for certain classes of shares, any shareholder is entitled to require the conversion of whole or part of his shares of one class into shares of another class, subject to such restrictions as to the terms, conditions and payment of such charges and commissions as the board of directors shall determine.

The price for the conversion of shares from one class into another class shall be computed by reference to the respective net asset value of the two classes of shares, calculated on the same Valuation Day during the course of a Valuation Day.

If as a result of any request for conversion the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares declines to, or fails to reach, such number or such value as determined by the board of directors as the minimum appropriate level for the relevant Compartment or class, then the Company may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class.

The shares which have been converted into shares of another class shall be cancelled.

Art. 10. Restrictions on Ownership of Shares. The Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Company such holding (i) may be detrimental to the Company, (ii) if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, (iii) if as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages or other financial disadvantages that it would not have otherwise incurred or (iv) if such person, firm or corporate body would not comply with the eligibility criteria of a given class of shares. Such persons, firms or corporate bodies to be determined by the board of directors being herein referred to as "Prohibited Persons". For the purpose of these articles of association, Prohibited Persons shall include without limitation (i) any "U.S. Person" as this term is hereinafter defined, (ii) any person not meeting the requirement of the relevant class of share or (ii) any person holding shares of classes reserved to Institutional Investors as defined under the Law who does not qualify as an Institutional Investor. For the purpose of the above, "US Person" shall have the meaning given in Regulation S of the U.S. Securities Act of 1933, as amended, shall mean any national, citizen or resident of the United States of America or of any of its territories or possessions or areas subject to its jurisdiction or any person who is normally resident therein (including the estate of any such person or corporations or partnerships created or organised therein).

For such purposes the Company may:

A.- decline to issue any shares where it appears to it that such registry would or might result in legal or beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; and

B.- at any time require any person whose name is entered into the registry, to provide the Company any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests in a Prohibited Person; and

C.- decline to accept the vote of any Prohibited Person at any meeting of shareholders of the Company; and

D.- where it appears to the Company that any Prohibited Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

(1) The Company shall serve a notice upon the shareholder holding such shares or appearing in the register of shareholders as the owner of the shares to be purchased, specifying the shares to be purchased as aforesaid, the manner in which the purchase price will be calculated and the name of the purchaser.

Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates representing the shares specified in the purchase notice.

Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in such notice and, in the case of registered shares, his name shall be removed from the register of shareholders, and in the case of bearer shares, the certificate or certificates representing such shares shall be cancelled.

(2) The price at which each such share is to be purchased shall be an amount based on the net asset value per share of the relevant class as at the Valuation Day during the course of a Valuation Day specified by the board of directors for the redemption of shares in the Company immediately preceding the date of the purchase notice or immediately following the surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice, whichever is lower, all as determined in accordance with Article 8 hereof, less any service charge provided therein.

(3) Payment of the purchase price will be made available to the former owner of such shares normally in the currency fixed by the board of directors for the payment of the redemption price of the shares of the relevant class and will be deposited for payment to such owner by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice) upon final determination of the purchase price following surrender of the share certificate or certificates specified in such notice and unmatured dividend coupons attached thereto. Upon service of the purchase notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such shares or any of them, nor any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right to receive the purchase price (without interest) from such bank following effective surrender of the share certificate or certificates as aforesaid. Any redemption proceeds receivable by a shareholder under this paragraph, but not collected within a period of five years from the date specified in the purchase notice, may not thereafter be claimed and shall revert to the relevant class or classes of shares of the relevant Compartment. The board of directors shall have power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorize such action on behalf of the Company.

(4) The exercise by the Company of the power conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any purchase notice, provided in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

Art. 11. Calculation of Net Asset Value per Share. The net asset value per share of each class of shares shall be calculated in the reference currency (as defined in the sales documents for the shares) of the relevant Compartment and, to the extent applicable within a Compartment, expressed in the currency of quotation for the relevant class of shares. It shall be determined as of any Valuation Day by dividing the net assets of the Company attributable to each class of shares, being the value of the portion of assets less the portion of liabilities attributable to such class, on any such Valuation Day by the number of shares in the relevant class then outstanding, in accordance with the valuation rules set forth below. The net asset value per share may be rounded up or down to the nearest 1/100 of the relevant currency as the board of directors shall determine. If since the time of determination of the net asset value there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments attributable to the relevant class of shares are dealt in or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of the shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

The valuation of the net asset value of the different classes of shares shall be made in the following manner:

I. The assets of the Company shall include:

- 1) all fixed-term deposits, money market instruments, cash in hand or cash expected to be received or cash contributions including interest accrued;
- 2) all debts which are payable upon presentation as well as all other money claims including claims for purchase price payment not yet fulfilled that arise from the sale of investment fund shares or other assets;
- 3) all investment fund shares;
- 4) all dividends and distributions due in favour of the Company, as far as they are known to the Company;
- 5) all interest accrued on interest-bearing securities that the Company holds, as far as such interest is not contained in the principal claim;
- 6) all financial rights which arise from the use of derivative instruments;
- 7) the provisional expenses of the Company, as far as these are not deducted, under the condition that such provisional expenses may be amortised directly from the capital of the Company;
- 8) all other assets of what type or composition, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined as follows:

- 1) Investment funds are valued at their net asset value.
- 2) Liquid assets are valued at their nominal value plus accrued interest.
- 3) Fixed term deposits are valued at their nominal value plus accrued interest. Fixed term deposits with an original term of more than 30 days can be valued at their yield adjusted price if an arrangement between the Company and the bank, with which the fixed term deposit is invested has been concluded including that the fixed term deposits are terminable at any time and the yield adjusted price corresponds to the realisation value.
- 4) Commercial papers are valued at their nominal value plus accrued interest. Commercial papers with an original term of more than [90] calendar days can be valued at their yield adjusted price if an arrangement between the Company and the bank, with which the commercial paper is invested has been concluded including that the commercial papers are terminable at any time and the yield adjusted price corresponds to the realisation value.
- 5) Securities or financial instruments admitted for official listing on a regulated market are valued on the basis of the last available closing price at the time when the valuation is carried out. If the same security is quoted on a regulated market, the quotation on the principal market for this security will be used. If there is no relevant quotation or if the quotations are not representative of the fair value, the evaluation will be made in good faith by the board of directors or their delegate.

6) Unlisted securities or financial instruments are valued on the basis of their probable value realisation as determined by the board of directors or their delegate using valuation principles which can be examined by the auditor of the Company, in order to reach a proper and fair valuation of the total assets of each Compartment.

7) Any other assets are valued on the basis of their probable bid price as determined by the board of directors or their delegate using valuation principles which can be examined by the auditor of the Company, in order to reach a proper and fair valuation of the total assets of each Compartment.

8) OTC derivative financial instruments must be value at their «fair value» in accordance with CSSF Circular 08/356.

9) Units or shares of the Master Fund will be valued at their last determined and available net asset value..

In the event that it is impossible or incorrect to carry out a valuation in accordance with the above rules owing to particular circumstances, the board of directors or their delegate shall be entitled to use other generally recognised valuation principles which can be examined by an auditor, in order to reach a pro-per valuation of the total assets of each Compartment.

II. The liabilities of the Company shall include:

1) all loans, bills of exchange and other sums due, including deposits of security such as margin accounts, etc. In connection with the use of derivative instruments; and

2) all administrative expenses that are due or have been incurred, including the costs of formation and registration at the registration offices as well as legal fees, auditing fees, all fees of the management company, the administration agent, the investment manager (if any), the custodian and all other representatives and agents of the Company, the costs of mandatory publications, the sales documents for the shares of the Company, conclusions of transactions and other documents which are made available to the shareholders. If the fee rates agreed between the Company and the employed service providers (such as the management company, the Administration Agent, and Custodian or the investment manager) for such services deviate with regard to individual classes, the corresponding varying fees shall be charged exclusively to the respective class; and

3) all known liabilities, whether due or not, including dividends that have been declared but not yet been paid; and

4) a reasonable sum provided for taxes, calculated as of the day of the valuation as well as other provisions and reserves approved by the board of directors; and

5) all other liabilities of the Company, of whatever nature, vis-à-vis third parties; however, each Compartment shall be exclusively responsible for all debts, liabilities and obligations attributable to it.

For the purpose of valuing its liabilities, the Company may include all administrative and other expenses of a regular or periodic nature by valuing these for the entire year or any other period and apportioning the resulting amount proportionally to the respective expired period of time. The method of valuation may only apply to administrative or other expenses which concern all of shares equally.

III. The assets shall be allocated as follows:

The board of directors shall establish a Compartment in respect of each class of shares and may establish a Compartment in respect of multiple classes of shares in the following manner:

(a) If multiple classes of shares relate to one Compartment, the assets attributable to such classes shall be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Compartment concerned;

(b) The proceeds to be received from the issue of shares of a class shall be applied in the books of the Company to the class or classes of shares issued in respect of such Compartment, and, as the case may be, the relevant amount shall increase the proportion of the net assets of such Compartment attributable to the class of shares to be issued;

(c) The assets, liabilities, income and expenditure attributable to a Compartment shall be applied to the class or classes of shares issued in respect of such Compartment, subject to the provisions here above under (a);

(d) Where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be attributable in the books of the Company to the same class or classes of shares as the assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or decrease in value shall be applied to the relevant class or classes of shares;

(e) In the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular class of shares, such asset or liability shall be allocated to all the classes of shares pro rata to their respective net asset values or in such other manner as determined by the board of directors acting in good faith, provided that (i) where assets, on behalf of several Compartments are held in one account and/or are co-managed as a segregated pool of assets by an agent of the board of directors, the respective right of each class of shares shall correspond to the prorated portion resulting from the contribution of the relevant class of shares to the relevant account or pool, and (ii) the right shall vary in accordance with the contributions and withdrawals made for the account of the class of shares, as described in the sales documents for the shares of the Company;

(f) Upon the payment of distributions to the holders of any class of shares, the net asset value of such class of shares shall be reduced by the amount of such distributions.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision in calculating the net asset value taken by the board of directors or by any bank, company or other organization which the board of directors may appoint for the purpose of calculating the net asset value, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

IV. For the purpose of this article:

a) Shares that are redeemed in accordance with the provisions under Article 8 above shall be treated as existing shares and shall be posted until immediately after the point in time set by the board of directors for carry out the valuation; from this point in time until the price is paid, they shall be treated as a liability of the Company; and

b) All investments, cash in hand and other assets of any fixed assets that are not in the denomination of the class of shares concerned shall be converted at the exchange rate applicable on the day of the calculation of net asset value, taking into consideration their market value; and

c) On every Valuation Day, all purchases and sales of securities which were contracted by the Company on this very Valuation Day must be included in the valuation to the extent possible.

Art. 12. Frequency and Temporary Suspension of Calculation of Net Asset Value per Share, of Issue, Redemption and Conversion of Shares. With respect to each class of shares, the net asset value per share and the price for the issue, redemption and conversion of shares shall be calculated from time to time by the Company or any agent appointed thereto by the Company, at least twice a month at a frequency determined by the board of directors, such date being referred to herein as the "Valuation Day".

The Company may suspend the determination of the net asset value per share of any particular class and the issue and redemption of its shares from its shareholders as well as the conversion from and to shares of each class:

a) during any period (other than ordinary holidays or customary weekend closings) when any market or stock exchange is closed which is the principal market or stock exchange for a significant part of the Compartment's investments, or in which trading is restricted or suspended;

b) during any period when an emergency exists as a result of which it is impossible to dispose of investments which constitute a substantial portion of the assets of the Compartment, or it is impossible to transfer money involved in the acquisition or disposal of investments at normal rates of exchange, or it is impossible to fairly determine the value of any assets in the Compartment;

c) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price of any of the Compartment's investments or the current prices on any stock exchange;

d) when for any reason beyond the control of the board of directors, the prices of any investment held by the Compartment cannot be reasonably, promptly or accurately ascertained; or

e) during any period when remittance of money which will or may be involved in the purchase or sale of any of the Compartment's investments cannot, in the opinion of the and/or the board of directors, be effected at normal rates of exchange.

f) when calculating the net asset value of a UCITS/UCIs in which the Company has invested a substantial portion of the assets of one or more Compartments or one or more classes is suspended or unavailable, or where the issue, redemption or conversion of shares or units of such UCITS or other UCI is suspended or restricted;

g) in the event of the publication of the convening notice to a general meeting of Shareholders at which a resolution to wind up or merge the Company or one or more Compartment(s) is to be proposed or;

i) during any period when in the opinion of the directors of the Company there exist circumstances outside the control of the Company where it would be impracticable or unfair towards the Shareholders.

Furthermore, a feeder Compartment may temporarily suspend the redemption, reimbursement or subscription of its shares, when its master UCITS temporarily suspends the redemption, reimbursement or subscription of its units, whether this be at its own initiative or at the request of its competent authorities, for a period identical to the period of suspension imposed on the master UCITS.

The suspension of the calculation of the net asset value and of the issue, redemption, and conversion of shares shall be published in a daily newspaper in Luxembourg and in another newspaper generally available in jurisdictions in which the Company is registered.

Such suspension as to any class of shares shall have no effect on the calculation of the net asset value per share, the issue, redemption and conversion of shares of any other class of shares.

Any application for subscription, redemption or conversion of shares is irrevocable except in case of a suspension of the calculation of the net asset value per share in the relevant class/category of shares or Compartment, in which case shareholders may give notice that they wish to withdraw their application. If no such notice is received by the Company, such application will be dealt with on the first Valuation Day following the end of the period of suspension.

Title III. Administration and Supervision

Art. 13. Directors. The Company shall be managed by a board of directors composed of not less than three members, who need not be shareholders of the Company. They shall be elected for a term not exceeding six years. The directors

shall be elected by the shareholders at a general meeting of shareholders, in particular by the shareholders at their annual general meeting for a period ending in principle at the next annual general meeting or until their successors are elected and qualify, provided, however, that a director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders. The shareholders shall further determine the number of directors, their remuneration and the term of their office.

If a legal entity is appointed as director, such legal entity must designate a physical person as its permanent representative who shall perform this role in the name and on behalf of the legal entity. The relevant legal entity may only remove its permanent representative if it appoints his successor at the same time.

Any director may be removed with or without cause or be replaced at any time by resolution adopted by the general meeting.

In the event of a vacancy in the office of director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may meet and elect, by majority vote, a director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders which shall take a final decision regarding such nomination.

Art. 14. Board Meetings. The board of directors may choose from among its members a chairman and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may choose a secretary, who need not be a director, who shall write and keep the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders. The board of directors shall meet upon call by the chairman or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at the meetings of the directors but in his absence the board of directors may appoint another director and, in the absence of a director, any other person, as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

The board of directors may appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers that the Company deems necessary for the operation and management of the Company. Such appointments may be cancelled at any time by the board of directors. The officers need not be directors or shareholders of the Company. Unless otherwise stipulated by these articles of association, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the board of directors.

Written notice of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least twenty-four hours prior to the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by telegram, telex, facsimile or any other similar means of communication. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the board of directors.

Any director may act at any meeting by appointing in writing, by telegram, telex or facsimile or any other similar means of communication another director as his proxy. A director may represent several of his colleagues.

Any director may participate in a meeting of the board of directors by conference-call or video-conference or by other similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation of all such persons in the meeting. The participation in a meeting by such means of communication shall constitute presence in person at such meeting. A meeting held through such means of communication is deemed to be held at the registered office of the Company.

The directors may only act at duly convened meetings of the board of directors. The directors may not bind the Company by their individual signatures, except if specifically authorized thereto by resolution of the board of directors.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors are present or represented.

Resolutions of the board of directors will be recorded in minutes signed by the chairman of the meeting. Copies of extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two directors.

Resolutions are taken by a majority vote of the directors present or represented and voting at such meeting. In the event that at any meeting the number of votes for or against a resolution are equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the directors' meetings; each director shall approve such resolution in writing, by telegram, telex, facsimile or any other similar means of communication. Such approval shall be confirmed in writing and all documents shall form the record that proves that such decision has been taken.

Art. 15. Powers of the Board of Directors. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company's purpose, in compliance with the investment policy as determined in Article 18 hereof.

All powers not expressly reserved by law or by the present articles of association to the general meeting of shareholders are in the competence of the board of directors.

Art. 16. Corporate Signature. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signatures of any two directors or by the joint or single signature of any person(s) to whom authority has been delegated by the board of directors.

Art. 17. Delegation of Power. The board of directors of the Company may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorized signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, which need not be members of the board, who shall have the powers determined by the board of directors and who may, if the board of directors so authorizes, sub-delegate their powers.

The Company has appointed a management company (the "Management Company") as its management company and has delegated to the Management Company all powers related to the investment management, administration and distribution of the Company.

The Management Company may delegate some of its responsibilities to affiliated and non-affiliated parties.

In particular, the Management Company may enter into one or more investment management agreements with one or several investment managers (the "Investment Managers"), as further described in the sales documents for the shares of the Company, who shall supply the Company with recommendations and advice with respect to the Company's investment policy pursuant to Article 18 hereof and may, on a day-to-day basis and subject to the overall control of the Management Company, have actual discretion to purchase and sell securities and other assets of the Company pursuant to the terms of a written agreement.

The board may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

Art. 18. Investment Policies and Restrictions. The board of directors, based upon the principle of risk spreading and in compliance with the Law, has the power to determine (i) the investment policies to be applied in respect of each Compartment, (ii) the hedging strategy to be applied to specific classes of shares within particular Compartments and (iii) the course of conduct of the management and business affairs of the Company, all within the restrictions as shall be set forth by the board of directors in compliance with the sales documents and applicable laws and regulations.

The Company may in particular in transferable securities/money market instruments admitted to official listing on a stock exchange in any other country in Europe, Asia, Australia, Oceania, the American continents and Africa, or dealt in on another market that is regulated, in the countries referred to above, provided that such market operates regularly and is recognised and open to the public.

The Company is authorized to invest up to 100% of the net assets of any Compartment, in accordance with the principle of risk spreading, in transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by a Member State, by its local authorities or agencies, or by another member state of the OECD, the G20 or Singapore or by public international bodies of which one or more member States of the EU, provided that the Company, on behalf of each relevant Compartment, must hold securities from at least six different issues and securities from one issue do not account for more than 30% of the net assets of such Compartment.

The Company is authorised (i) to employ techniques and instruments relating to transferable securities provided that such techniques and instruments are used for the purpose of efficient portfolio management and (ii) to employ techniques and instruments intended to provide protection against exchange risks in the context of the management of its assets and liabilities, (iii) replace the master UCITS with one of its feeder UCITS Compartment..

The board of directors may, at any time it considers appropriate, under the conditions and within the limits laid down by the Law and the relevant Luxembourg regulations and in accordance with the provisions laid down in the prospectus, (i) create a Compartment described either as a feeder UCITS or a master UCITS, (ii) convert any existing Compartment into a feeder UCITS or master UCITS Compartment, (iii) replace the master UCITS with one of its feeder UCITS Compartment.

Each Compartment may, subject to the conditions provided for in the sales documents, subscribe, acquire and/or hold securities to be issued or issued by one or more Compartments of the Company with respect to the subscription, acquisition and/or the holding by a company of its own shares, under the condition however that:

- the target Compartment does not, in turn, invest in the Compartment invested in this target Compartment;
- no more than 10% of the assets of the target Compartment whose acquisition is contemplated may, pursuant to the Articles be invested in aggregate in securities of other target Compartments of the same Company;
- voting rights, if any, attaching to the relevant securities are suspended for as long as they are held by the Compartment concerned and without prejudice to the appropriate processing in the accounts and the periodic reports; and
- in any event, for as long as these securities are held by the Company, their value will not be taken into consideration of the calculation of the net assets of the Company for the purposes of verifying the minimum threshold of the net assets imposed by the Law;
- there is no duplication of management/subscription or repurchase fees between those at the level of the Compartment of the Company having invested in the target Compartment, and this target Compartment.

Art. 19. Conflict of Interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested

in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm. Any director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have in any transaction of the Company an interest opposite to the interests of the Company, such director or officer shall make known to the board of directors such opposite interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of shareholders.

The term "opposite interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or without interest in any matter, position or transaction involving any person, company or entity as may from time to time be determined by the board of directors in its discretion.

Art. 20. Indemnification of Directors. The Company may indemnify any director or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or a creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 21. Auditors. The general meeting of shareholders shall appoint a "réviseur d'entreprises agréé" (auditor), who shall carry out the duties prescribed by the Law.

The auditor shall be elected by the annual general meeting of shareholders and until their successor is elected.

The auditor in office may be removed at any time by the shareholders with or without cause.

Title IV. General Meetings - Accounting Year - Distributions

Art. 22. General Meetings of Shareholders of the Company. The general meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the shareholders regardless of the class of shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Shareholders shall meet upon call by the board of directors pursuant to a notice post at least eight calendar days prior to the meeting at their addresses shown on the register of shareholders. Such notices will include the agenda and will specify the time and place of the meeting and the conditions of admission.

General meeting of shareholders may also be called upon the request of shareholders representing at least one tenth of the share capital.

The notice of any general meeting of shareholders may specify that the quorum and the majority applicable for this general meeting will be determined by reference to the shares issued and in circulation at a certain date and time preceding the general meeting (the "Record Date"), whereas the right of a shareholder to participate at a general meeting of shareholders and to exercise the voting rights attached to his/its/her shares will be determined by reference to the shares held by this shareholder as at the Record Date.

The annual general meeting shall be held in accordance with Luxembourg law at the registered office of the Company in Luxembourg, on the second Tuesday of April at 11 a.m.. If such day is a legal or a bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

Other meetings of shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the board of directors, exceptional circumstances so require (i.e. political or military requirements).

The agenda shall be prepared by the board of directors except in the instance where the meeting is called on the written demand of the shareholders in which instance the board of directors may prepare a supplementary agenda.

One or several shareholders representing at least one tenth of the Company's share capital may request the adjunction of one or several items to the agenda of any general meeting of shareholders. Such a request must be sent to the registered office of the Company by registered mail at least five days before the relevant meeting.

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

Each whole share is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable or telegram, telex or facsimile.

Shareholders taking part in a meeting through video-conference or through other means of communication allowing their identification are deemed to be present for the computation of the quorums and votes. The means of communication

used must allow all the persons taking part in the meeting to hear one another on a continuous basis and must allow an effective participation of all such persons in the meeting.

Each shareholder may vote through voting forms sent by post or facsimile to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may only use voting forms provided by the Company and which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposal submitted to the decision of the meeting, as well as for each proposal, three boxes allowing the shareholder to vote in favor of, against, or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box.

Voting forms which show neither a vote in favour, nor against the proposed resolution, nor an abstention, are void. The Company will only take into account voting forms received prior the general meeting which they are related to.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the general meeting are passed by a simple majority of the shareholders present or represented.

Art. 23. General Meetings of Shareholders in a Compartment or in a Class of Shares. The shareholders of the class or classes issued in respect of any Compartment may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Compartment.

In addition, the shareholders of any class of shares may hold, at any time, general meetings for any matters which are specific to such class.

The provisions of Article 22 shall apply mutatis mutandis to such general meetings.

Each share is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these articles of incorporation.

Unless otherwise provided for by law or herein, the resolutions of the general meeting of shareholders of a Compartment or of a class of shares are passed by a simple majority of the votes validly cast.

Art. 24. Termination and Amalgamation of Compartments or Classes of Shares. The board of directors may decide to liquidate any Compartment if a change in the economic or political situation relating to the Compartment concerned would justify such liquidation or if required by the interests of the shareholders of any of the Compartments concerned. The decision of the liquidation will be notified to the shareholders concerned prior to the effective date of the liquidation and the notification will indicate the reasons for, and the procedures of, the liquidation operations. Unless the board of directors otherwise decides in the interests of the shareholders of the Compartment concerned, they may continue to request redemption or conversion of their shares on the basis of the applicable net asset value, taking into account the estimated liquidation expenses. Assets which could not be distributed to their beneficiaries upon the close of the liquidation of the Compartment will be deposited with the "Caisse de Consignation" on behalf of their beneficiaries.

In addition, the board of directors may decide, in compliance with the procedures laid down in Chapter 8 of the law of 17 December 2010, to merge any Compartment with another UCITS or a compartment within such UCITS (whether established in Luxembourg or another Member State or whether such UCITS is incorporated as a company or is a contractual type fund) under the provisions of Directive 2009/65/EC.

The board of directors will be competent to decide on the effective date of such a merger. Insofar as a merger requires the approval of the shareholders pursuant to the provisions of the Law, the meeting of shareholders deciding by simple majority of the votes cast by shareholders present or represented at the meeting, is competent to approve the effective date of such a merger. No quorum requirement will be applicable. Only the approval of the shareholders of the Compartment concerned by the merger will be required.

The above shall apply for a Compartment being either a merging UCITS or a receiving UCITS in the context of a cross-border and domestic merger.

A merger that has as a result that the Company ceases to exist needs to be decided at a general meeting of shareholders and certified by a notary. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting.

Art. 25. Accounting Year. The accounting year of the Company shall commence on the first of January of each year and shall terminate on the thirty-first of December of the same year.

Art. 26. Distributions. The general meeting of shareholders of the class or classes issued in respect of any Compartment shall, upon proposal from the board of directors and within the limits provided by law, determine how the results of such Compartment shall be disposed of, and may from time to time declare, or authorize the board of directors to declare, distributions.

For any class of shares entitled to distributions, the board of directors may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law.

Payment of distributions shall be made to such shareholders at their addresses in the register of shareholders.

Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the board of directors shall determine from time to time.

The board of directors may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the board of directors.

Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration shall be forfeited and revert to the class or classes of shares issued in respect of the relevant Compartment.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Title V. Final Provisions

Art. 27. Custodian. To the extent required by law, the Company shall enter into a custody agreement with a banking or saving institution as defined by the law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended (herein referred to as the "Custodian").

The Custodian shall fulfill the duties and responsibilities as provided for by the Law.

If the Custodian desires to retire, the board of directors shall use its best endeavours to find a successor custodian within two months of the effectiveness of such retirement.

The directors may terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed to act in the place thereof.

Art. 28. Dissolution of the Company. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 30 hereof.

Whenever the share capital falls below two-thirds of the minimum capital indicated in Article 5 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting by the board of directors. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital set by Article 5 hereof; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by shareholders holding one-fourth of the votes of the shares represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be.

Art. 29. Liquidation. Liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and their compensation.

Art. 30. Amendments to the Articles of Association. These articles of association may be amended by a general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements provided by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Art. 31. Statement. Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or shareholders also include corporations, partnerships associations and any other organized group of persons whether incorporated or not.

Art. 32. Applicable Law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and Law as such laws have been or may be amended from time to time.

Transitory measures

Exceptionally, the first financial year shall begin today and end on 31 December 2014.

Subscription - Payment

The appearing party hereby declares to subscribe to the three hundred ten (310) shares issued by the Company as follows:

Portland Hill Capital Management (GP) Limited subscribes to three hundred ten (310) Shares with no par value to be allocated to the Shares of the Compartment named Catalyst Driven Strategy.

All the shares have been fully paid up in cash, the result is that as of now the company has at its disposal the sum of thirty-one thousand Euros (EUR 31,000.-), proof of which has been duly given to the undersigned notary.

The undersigned notary declares that the conditions set forth in article 26, 26-3 and 26-5 of the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended, have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfillment.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, are estimated at about EUR 3,000.-.

Resolutions of the shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the shareholder of the Company, representing the entirety of the subscribed capital, passed the following resolutions:

Are appointed as directors of the Company:

- Bertrand Gibeau, born in Limoges, France on 08 July 1979, with professional address at 51 rue Ste Anne 75002 Paris, France;

- Thierry Lucas, born in Lisbon, Portugal on 26 November 1971, with professional address at Portland Hill Capital LLP, 21 Knightsbridge, London, SW1X 7LY, United Kingdom;

- Bruno Santiago, born in Coimbra, Portugal on 14 August 1976, with professional address at Rua Castilho, 165, 1070-050 Lisboa, Portugal.

The directors shall serve for a period of six (6) years.

In accordance with article 16 of the Articles, the Company shall be bound by the joint signature of any two directors or by the joint or single signature of any persons to who authority has been delegated by the board of directors.

Is elected as independent statutory auditor (réviseur d'entreprises) Ernst & Young Luxembourg S.A., represented by Laurent Fedrigo, having its registered office at 7, rue Gabriel Lippmann - Parc d'activité Syrdall 2, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg.

The independent statutory auditor shall be appointed for a period ending at the close of the general meeting to be held in 2015.

The Company shall have its registered office at 2 boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, hereby states that on request of the above mentioned appearing person, the present incorporation deed is worded in English.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Esch/Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder, the latter signed with us, the notary, the present original deed.

Signé: Henryon, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette, Actes Civils, le 05 septembre 2014. Relation: EAC/2014/11871. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur ff. (signé): M.Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014142363/696.

(140161800) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

CMP German Opportunity Investors Fund II (SCS) SICAR, Société en Commandite simple sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 159.488.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 juillet 2014.

Référence de publication: 2014099034/11.

(140118287) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2014.

CS Real Estate Sicav-Sif I, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 178.987.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CREDIT SUISSE FUND MANAGEMENT S.A.

Référence de publication: 2014099050/11.

(140117907) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2014.

Edison Group Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 35A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 166.671.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014099096/9.

(140117863) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2014.

EF (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragançe.

R.C.S. Luxembourg B 130.974.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014099099/10.

(140118231) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2014.

Euclid International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 35, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 156.851.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2014099086/11.

(140117949) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2014.

Duchess Street Holdings SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 140.766.

Extrait des résolutions prises par les actionnaires de la société en date du 9 juillet 2014

En date du 9 juillet 2014, les actionnaires de la Société ont pris les résolutions suivantes:

- D'accepter la démission de KPMG Audit en tant que commissaire aux comptes de la Société avec effet rétroactif au 21 juin 2013;

- De nommer KPMG Luxembourg, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant pour siège social le 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 149.133, en tant que commissaire aux comptes de la Société, avec effet au 21 juin 2013, son mandat expirant après l'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires devant se tenir en 2018.

- De renouveler les mandats de Virginie Boussard, Rohan Maxwell et Neil Smith en tant qu'administrateurs de la Société avec effet immédiat, leurs mandats expirant après l'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires devant se tenir en 2018.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Virginie Boussard

Administrateur

Référence de publication: 2014099061/22.

(140117824) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2014.